



Distribution: générale

Date: 6 juin 2017

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2017/8-B

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays provisoire — Soudan (2017–2018)

Durée	Juillet 2017–décembre 2018
Coût total pour le PAM	592 701 483 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

Le Soudan est classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Cela étant, la sécession du Soudan du Sud, les conflits et les déplacements au niveau régional et national, les crises liées aux aléas météorologiques, la faible productivité agricole et la pauvreté structurelle ont freiné le développement et fait que le Soudan est l'un des pays les plus exposés à l'insécurité alimentaire au monde.

Des consultations avec le Gouvernement sont en cours concernant l'élaboration d'une feuille de route Faim zéro qui aboutira à un plan stratégique de pays dans le prolongement du présent plan stratégique de pays provisoire qui sera mis en œuvre de juillet 2017 à décembre 2018. Compte tenu des difficultés qui persistent au Soudan, le PAM adaptera son portefeuille d'activités en faveur d'interventions visant à changer les conditions d'existence tout en conservant les activités visant à sauver des vies ainsi qu'une pleine capacité d'intervention en cas d'urgence. Il sera possible de réduire les besoins humanitaires en favorisant l'autonomie, et de contribuer de manière significative à la réalisation de l'objectif de développement durable 2 en s'occupant des causes profondes de la malnutrition et de la durabilité des systèmes alimentaires. Le renforcement des capacités du Gouvernement constitue le point de départ du transfert, à terme, de la responsabilité des interventions.

Le présent plan stratégique de pays provisoire est conforme à l'action menée par les organismes des Nations Unies et les partenaires non gouvernementaux. Le PAM continuera de fournir des services communs à la communauté d'aide humanitaire et consolidera ses partenariats, notamment par le renforcement des capacités. Il faudra, si l'on veut mettre l'accent sur des solutions à long terme et

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi
Directeur régional
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie
centrale
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

M. M. Hollingworth
Directeur de pays
courriel: matthew.hollingworth@wfp.org

s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition, nouer de nouveaux partenariats afin de compléter les compétences du PAM, en particulier en adoptant une approche globale pour combattre la malnutrition.

Le PAM cherchera à obtenir six effets directs stratégiques. Les effets directs stratégiques 1 et 2 visent à maintenir la capacité d'intervention d'urgence et à apporter une assistance humanitaire aux personnes déplacées tout en renforçant l'autonomie. Les effets directs stratégiques 3 et 4 ont pour objet de remédier à la malnutrition et au manque de durabilité des systèmes alimentaires, en s'efforçant avant tout de s'attaquer aux causes profondes de la faim dans le cadre de partenariats axés sur des activités multidimensionnelles se renforçant mutuellement. Les effets directs stratégiques 5 et 6 consistent à fournir des services à la communauté d'aide humanitaire et à renforcer les capacités des partenaires.

Le présent plan stratégique de pays provisoire marque une évolution importante vers des solutions à long terme au problème de la faim, et le passage de l'intervention prolongée de secours et de redressement au plan stratégique de pays prévu en 2019.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour le Soudan (2017–2018) (WFP/EB.A/2017/8-B), pour un coût total pour le PAM de 592,7 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La situation au Soudan est plus paisible qu'elle ne l'a été ces 15 dernières années. La levée possible des sanctions économiques et partant la conclusion de nouveaux accords avec les créditeurs offrent l'occasion de repositionner le Soudan dans les contextes de l'aide humanitaire et du développement. Le pays est néanmoins toujours confronté à des défis: l'instabilité politique et économique, l'insécurité régionale, l'existence de zones de crises prolongées et de nouvelles situations d'urgence, les inégalités structurelles et les niveaux élevés de malnutrition et d'insécurité alimentaire. Tous ces facteurs expliquent en partie que le Soudan se classe au 167^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain¹. La plupart des indicateurs socioéconomiques révèlent des écarts considérables. Les inégalités entre les sexes, qui placent le plus souvent les femmes et les filles dans une situation défavorable, sont un sérieux obstacle au développement social et économique. Le Soudan occupe le 140^{ème} rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2015, et la discrimination y est "très élevée" selon l'indice "Institutions sociales et égalité homme-femme". Malgré les progrès réalisés –par exemple, les femmes constituent 30,5 pour cent des parlementaires –, la participation des femmes au marché du travail reste nettement inférieure à celle des hommes, et le taux d'alphabétisation des femmes et des filles est inférieur de 25 pour cent à celui des hommes et des garçons.
2. Deux tiers de la population vivent en milieu rural, où le taux de pauvreté atteint 57 pour cent², la moyenne nationale étant de 46 pour cent³. Le secteur agricole représente un tiers du produit intérieur brut (PIB) et emploie 80 pour cent de la main-d'œuvre⁴. L'agriculture est essentiellement pluviale si bien que la variabilité du climat est source de préoccupations pour l'économie, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire à l'avenir⁵. En outre, le secteur agricole a une faible productivité en raison des mauvaises pratiques agricoles, des importantes pertes après récolte, de l'écart persistant entre les sexes et de la perturbation des activités agricoles due à l'insécurité.
3. Lorsque le Soudan du Sud a fait sécession en 2011, le PIB du Soudan a sensiblement baissé en raison de la chute estimée à 75 pour cent des recettes publiques venant du pétrole⁶. De ce fait, le pays a enregistré d'importants déficits budgétaires et accumulé une dette extérieure de 50 milliards de dollars, soit 61 pour cent du PIB, dont quelque 84 pour cent d'arriérés⁷. La réduction des subventions, notamment celles sur les combustibles, ainsi que la pression exercée sur une livre soudanaise déjà surévaluée ont provoqué le mécontentement de la population et parfois des manifestations violentes.
4. Les conflits ont eu une incidence sur la situation politique, socioéconomique et humanitaire du pays en raison des pertes en vies humaines, des déplacements à grande échelle, de la destruction des biens et des infrastructures, de la violence sexiste et de la fragilisation des institutions publiques. Le Darfour continue de se heurter à des difficultés pour ce qui est de la stabilité; il reste encore 2,1 millions de personnes déplacées malgré certains progrès constatés depuis la signature en juillet 2011 du Document de Doha pour la paix au Darfour⁸. On comptait en 2016 environ 158 600 personnes nouvellement déplacées au Darfour, principalement du fait des

¹ Voir: <http://hdr.undp.org/fr/content/indice-de-d%C3%A9veloppement-humain-idh>.

² Bureau central de la statistique du Soudan. 2010. *Sudan National Baseline Household Survey 2009 North Sudan - Tabulation Report*. <http://www.cbs.gov.sd/files/Sudan%20National%20Baseline.pdf>

³ Bureau central de la statistique du Soudan. 2010. *Sudan National Baseline Household Survey 2009 North Sudan - Tabulation Report*. <http://www.cbs.gov.sd/files/Sudan%20National%20Baseline.pdf>

⁴ Voir:

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/01/weodata/weorept.aspx?pr.x=64&pr.y=7&sy=2014&ey=2019&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&c=732&s=NGDPD%2CNGDPDPC%2CPPPGDP%2CPPPPC&grp=0&a>.

⁵ Les projections climatiques font état d'un accroissement du stress thermique, d'une baisse des ressources en eau disponibles et de la variabilité continue des précipitations; ces facteurs pèseront davantage sur la production vivrière.

⁶ Fonds monétaire international (FMI). Octobre 2013. *Sudan Interim Poverty Reduction Strategy Paper*. IMF Country Report No. 13/318.

⁷ FMI. Juillet 2016. *Staff Report For The 2016 Article Iv Consultation - Debt Sustainability Analysis*.

⁸ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Avril 2017. *Darfur Humanitarian Overview*.

- combats dans le Djebel Marra⁹. Un grand nombre d'entre elles ont pu revenir, mais l'Organisation des Nations Unies n'a pas été en mesure d'en vérifier le nombre en raison du manque d'accès¹⁰.
5. La capacité limitée des institutions publiques, au niveau fédéral comme à l'échelon des États, s'agissant de répondre aux nombreuses demandes qui se font concurrence contribue à l'instabilité et au sous-développement. Selon les chiffres publiés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans le document "2017 Human Needs Overview" pour le Soudan, plus de 230 000 personnes déplacées ont besoin d'assistance dans les seuls États du Kordofan méridional et du Nil bleu. L'absence d'accès humanitaire a empêché d'acheminer l'aide, et aucun accord n'a été trouvé dans le cadre des négociations entre le Gouvernement et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord.
 6. Des gains économiques, largement favorisés par les exportations d'or et de bétail, ont récemment été réalisés. Le Soudan a retrouvé la croissance en 2013 avec un taux de croissance réelle de 2,1 pour cent et de 3,6 pour cent en 2014. Le document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté adopté par le Gouvernement, qui prévoit la diversification de l'économie et la réduction de la dépendance vis-à-vis du secteur de l'extraction et de l'exploitation du pétrole, témoigne de l'attention portée aux investissements agricoles et à l'environnement.
 7. Les services de transport aérien vers les zones reculées sont le plus souvent limités et aléatoires et ne sont pas conformes aux normes internationales. Les routes sont en mauvais état et doivent être élargies par la communauté d'aide humanitaire. Les télécommunications d'urgence sont limitées: la connexion fournie par les entreprises commerciales est réservée aux grands centres urbains.

1.2 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

8. Le Soudan est le cinquième pays le plus exposé à l'insécurité alimentaire au monde¹¹. Bien que le nombre de personnes sous-alimentées ait diminué – passant de 10,6 millions en 1990/92 (40 pour cent de la population) à 9,6 millions (27 pour cent)¹² en 2000 –, il a de nouveau augmenté pour atteindre 10,2 millions de personnes en 2007¹³. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a augmenté, passant de 3,9 millions (11 pour cent) en 2014 à 4,4 millions en 2016^{14, 15}. Le problème de la malnutrition n'a pas été suffisamment combattu¹⁶, et les taux d'émaciation et de retard de croissance sévères ne se sont pas améliorés au cours des 30 dernières années (figure 1)¹⁷. Selon une enquête récente¹⁸, "[...] les garçons semblent légèrement plus susceptibles de souffrir d'insuffisance pondérale, de retard de croissance et d'émaciation que les filles"¹⁹. Compte tenu de la croissance démographique, cela signifie qu'un nombre croissant

⁹ OCHA. Avril 2017. *Darfur Humanitarian Overview*.

¹⁰ OCHA. Avril 2017. *Darfur Humanitarian Overview*.

¹¹ Voir: <http://www.ifpri.org/topic/global-hunger-index>.

¹² FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA) et PAM. 2015. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde*, annexe 1, tableau A1. Rome. Les données ne sont pas ventilées par sexe ou par âge.

¹³ Cet état de fait peut s'expliquer par les violents conflits survenus entre 2005 et 2007. FAO, FIDA et PAM. 2015. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde*, annexe 1, tableau A1. Rome. <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>.

¹⁴ Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire, République du Soudan. 2014. Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/FSTS-IPC-Projected%20Food%20Security%20%20Report%20Oct-Dec%202014.pdf.

¹⁵ Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire, République du Soudan. 2016. Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

¹⁶ Bureau du PAM au Soudan. 2014. *Sudan Nutrition Strategy 2014–2018*. Khartoum.

¹⁷ Ministère fédéral de la santé. 2014. *Sudan National S3M (2013): Report of a Simple Spatial Surveying Method Survey in Sudan*. Khartoum.

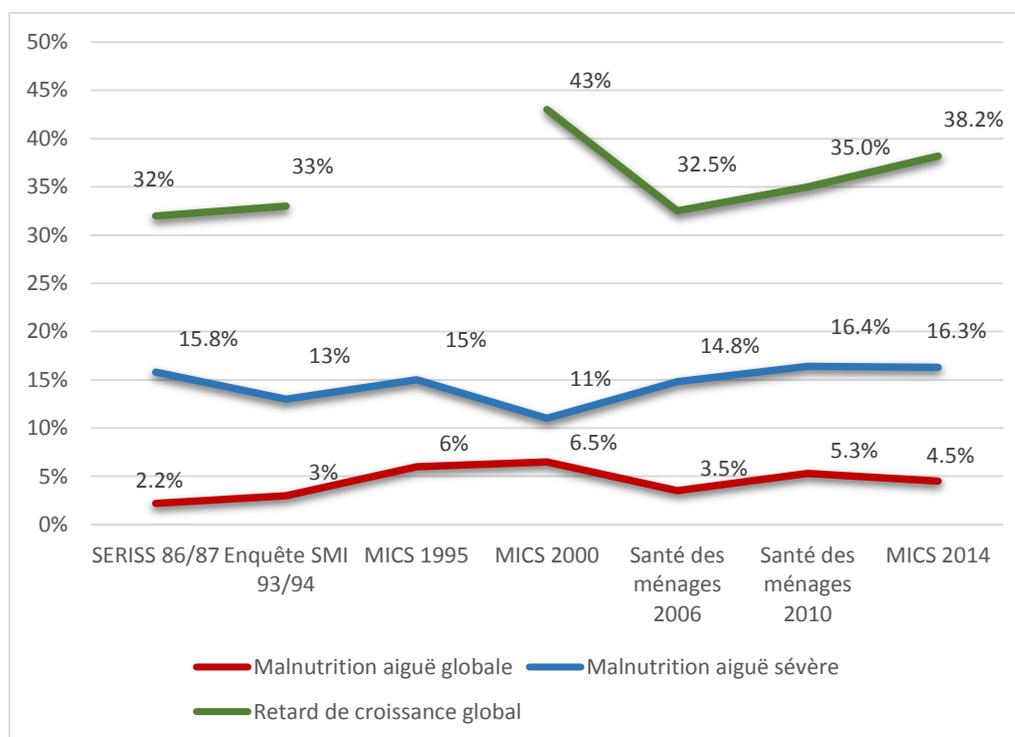
¹⁸ Bureau central de la statistique et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2014. *Sudan Multiple Indicator Cluster Survey*. Khartoum.

¹⁹ Parmi les garçons de moins de 5 ans, l'insuffisance pondérale est de 34,6 pour cent, le retard de croissance de 40,3 pour cent et l'émaciation de 16,9 pour cent. Parmi les filles de moins de 5 ans, l'insuffisance pondérale est de 31,5 pour cent, le retard de croissance de 36,1 pour cent et l'émaciation de 15,7 pour cent.

d'enfants souffrent plus que jamais de malnutrition. Cette situation met à rude épreuve la capacité du Soudan à réaliser l'objectif de développement durable (ODD) 2 d'ici à 2030.

9. Les inégalités entre les sexes ont un effet sensible sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des personnes. Les normes et les pratiques socioculturelles solidement établies exposent davantage les femmes et les filles à l'insécurité alimentaire que les hommes et les garçons. Les filles, en particulier dans les zones rurales et les États défavorisés, ont un niveau d'instruction inférieur à celui des garçons et sont fortement exposées au mariage précoce ou forcé, un facteur d'aggravation de l'insécurité alimentaire. L'émancipation économique des femmes – qui est cruciale pour combattre la faim et la pauvreté – est freinée du fait que celles-ci assument des soins et des travaux domestiques non rémunérés et travaillent dans l'économie informelle non protégée pour générer des revenus. Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes de ne pas avoir accès aux biens de production, comme la terre, les marchés et les intrants agricoles. Cela explique pourquoi les femmes et les filles n'interviennent pas ou si peu dans les décisions du ménage, font l'objet de pratiques différenciées en matière d'alimentation et de soins, et présentent de moins bons résultats sur le plan de la santé et de la nutrition.

Figure 1: Courbe de la malnutrition



Sources: Système d'information et de surveillance concernant les situations d'urgence et le relèvement au Soudan (SERISS); enquête sur la santé maternelle et infantile (SMI) au Soudan; enquête sur la santé des ménages au Soudan; et enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) au Soudan.

10. *Accès à la nourriture.* Des facteurs tels que les conflits internes et externes, l'instabilité macroéconomique, les inégalités structurelles et le changement climatique sont à l'origine des situations d'urgence fréquentes et aggravent la crise actuelle à laquelle font face les personnes déplacées et les réfugiés. Cette situation soulève des questions de protection. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons sont confrontés à des risques différents, les femmes et les filles étant particulièrement exposées aux violences et atteintes sexuelles à l'intérieur comme à l'extérieur des camps, et les garçons à l'enrôlement forcé et au travail des enfants. Ces difficultés sont plus grandes encore pour les ménages dirigés par une femme. Parmi eux, 73 pour cent ont un niveau acceptable de consommation alimentaire alors que cela est le cas pour 83 pour cent des ménages dirigés par un homme²⁰.

²⁰ Bureau central de la statistique et UNICEF. 2014. *Sudan Multiple Indicator Cluster Survey*. Khartoum, 2014.

11. *Situations d'urgence fréquentes.* Outre les 158 600 personnes nouvellement déplacées au Darfour en 2016 (voir le paragraphe 4), 230 000 personnes sont déplacées dans les États du Kordofan méridional et du Nil bleu²¹. Le Soudan a aussi été touché récemment par les crises régionales en Libye, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Tchad: 137 000 réfugiés sud-soudanais sont arrivés au Soudan en 2017, et ce nombre devrait augmenter²².
12. Les conditions macroéconomiques défavorables et les chocs climatiques ont fait augmenter l'inflation, accentuant ainsi la hausse sensible des prix des denrées alimentaires enregistrée ces dernières années, tandis que les fluctuations saisonnières ont entraîné des difficultés pour les ménages, notamment pendant les périodes de soudure. Les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux record: en 2016, le prix du sorgho était de 58 pour cent supérieur à la moyenne quinquennale²³, ce qui a limité l'accès à la nourriture de larges segments de la population. Au Darfour, en novembre 2016, 10 pour cent seulement des personnes déplacées avaient les moyens d'acheter l'assortiment alimentaire local, dont le prix avait augmenté de 25 pour cent par rapport à l'année précédente²⁴.
13. La vulnérabilité du Soudan face aux risques naturels est apparue clairement en 2015, lorsque la sécheresse a entraîné la mauvaise campagne agricole. Le manque de précipitations a touché 3,5 millions de personnes²⁵ et nécessité d'amplifier l'assistance humanitaire. En 2016, les pluies saisonnières diluviennes ont provoqué d'importantes inondations et une aggravation de l'insécurité alimentaire en raison des déplacements, de la désorganisation des moyens d'existence, et des dommages causés aux biens, aux actifs et à l'infrastructure. Les femmes ayant à disposition des actifs et des ressources autres, et un accès plus restreint aux intrants de production, elles sont plus exposées que les hommes aux effets des chocs climatiques et des catastrophes naturelles sur leurs moyens d'existence.
14. *Crises prolongées.* Les crises prolongées limitent la sécurité alimentaire et le développement durable. Sur les 3,8 millions de personnes en situation de déplacement prolongé au Soudan, 82 pour cent sont des personnes déplacées à l'intérieur du pays et 18 pour cent sont des réfugiés²⁶. Rien qu'au Darfour, 2 millions de personnes déplacées – soit un tiers de la population – vivent depuis 10 ans dans des camps, sans espoir de solution à l'horizon²⁷. Dans les États du Kordofan méridional et du Nil bleu, des centaines de milliers de personnes déplacées vivent au sein de communautés d'accueil²⁸ et, dans de nombreuses zones, il est difficile d'acheminer l'aide humanitaire jusqu'aux populations touchées. Les femmes représentent 25 pour cent de la population déplacée, et les filles 30 pour cent, mais ces chiffres sont probablement plus élevés parmi les personnes récemment déplacées²⁹.
15. Le Soudan accueille de très nombreux réfugiés dans des camps et ailleurs. Le groupe le plus important comprend les 417 000 personnes en provenance du Soudan du Sud, qui ont cherché refuge au Soudan depuis le début du conflit en décembre 2013. Ce nombre devrait passer à 477 000 d'ici à la fin de 2017³⁰. Ils se sont installés principalement dans le Sud et dans les zones urbaines. Quatre-vingts pour cent des ménages de réfugiés sud-soudanais sont dirigés par une femme²⁹. Dans l'est du Soudan, 120 000 réfugiés d'Érythrée et d'Éthiopie vivent essentiellement dans des camps et ont peu de choix quant à leurs moyens d'existence.

²¹ OCHA. 2017. *2017 Human Needs Overview*.

²² <http://data.unhcr.org/SouthSudan/regional.php>.

²³ PAM Soudan. 2016. *Monthly Market Bulletin: Sudan*. Khartoum.

²⁴ Unité du PAM chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité. 2016. *Darfur Food Security Monitoring Report*, novembre 2016, PAM.

²⁵ <http://www.unocha.org/country/el-nino-east-africa>.

²⁶ Crawford, N., Cosgrave, J., Haysom, S. et Walicki, N. 2015. *Protracted Displacement: Uncertain Paths to Self-Reliance in Exile*. Londres. Institut britannique de développement outre-mer.

²⁷ <https://www.wfp.org/countries/sudan>.

²⁸ <http://www.internal-displacement.org/sub-saharan-africa/sudan/figures-analysis>.

²⁹ *Humanitarian Needs Overview*, décembre 2016.

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sudan_2017_Humanitarian_Needs_Overview.pdf.

³⁰ HCR. 2017. *Inter Agency Operational Update: South Sudanese Refugee Response*, 1^{er} – 15 mai 2017.

16. *Malnutrition.* Au niveau individuel, l'insuffisance des apports en nutriments et les maladies sont les principaux facteurs à l'origine de la dénutrition au Soudan; les causes profondes sont entre autres l'offre insuffisante de denrées alimentaires, l'accès inadéquat à la nourriture, des moyens d'existence limités et précaires, le manque de services de santé, le manque d'hygiène, les mauvaises pratiques dans les soins donnés aux enfants, et l'alimentation traditionnelle ainsi que les interdits alimentaires dans certaines zones. Au niveau institutionnel, la faiblesse des moyens, les investissements limités et l'infrastructure médiocre expliquent en partie le problème persistant de la dénutrition. D'après une enquête nationale sur la nutrition¹⁷, la prévalence de la malnutrition aiguë globale dépasse le seuil d'urgence de 15 pour cent fixé par l'Organisation mondiale de la Santé dans 59 localités sur 184. Selon des constatations récentes, 2 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois (soit 16,3 pour cent) souffrent d'émaciation³¹ non seulement dans les zones de conflit, où les taux d'émaciation sont bien supérieurs aux seuils d'urgence, mais aussi dans des États stables comme celui de la Mer rouge, où 20 pour cent des enfants souffrent d'émaciation.
17. Le taux national de retard de croissance est de 38 pour cent³¹. Au Darfour, au Gedaref, au Kassala et au Kordofan septentrional, 50 pour cent des enfants de moins de 5 ans, une proportion alarmante, souffrent de malnutrition chronique. Le retard de croissance entrave le développement physique et cognitif des enfants; cela pourrait, au niveau national, se traduire par une perte cumulée de 2 à 3 pour cent du PIB par an. Les carences en micronutriments – en particulier les carences en fer, en vitamine A et en iode – sont graves³² et, chaque année, 337 000 femmes enceintes, mères allaitantes et filles sont sous-alimentées²⁹.
18. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Les petits exploitants produisent 70 pour cent des denrées alimentaires de base et sont de ce fait indispensables pour la réalisation des objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle³³. Cependant, leurs systèmes de production sont exposés, entre autres risques, aux ravageurs, aux catastrophes d'origine climatique, aux conflits et aux chocs sur les marchés. Le manque de moyens pour gérer les risques et des facteurs structurels comme l'accès limité aux marchés, des systèmes de crédit insuffisants, des infrastructures inadaptées et l'insuffisance des services de vulgarisation font que les petits exploitants se retrouvent piégés dans un cycle de faible productivité, de pauvreté et de faim.
19. *Systèmes alimentaires durables.* Les systèmes alimentaires étant secondaires, peu productifs, soumis aux variations climatiques et vulnérables aux chocs³⁴, les perturbations saisonnières sont fréquentes: les aléas climatiques, en particulier les précipitations irrégulières, et la faible compétitivité du secteur agricole expliquent que la production vivrière varie considérablement d'une année à l'autre. Il n'existe que peu de possibilités d'utiliser des systèmes d'entreposage modernes des produits alimentaires pour réguler l'approvisionnement alimentaire pendant les années de production déficitaire ou excédentaire et réduire au minimum les pertes après récolte, qui oscillent entre 20 et 50 pour cent. Les femmes sont particulièrement vulnérables à ces chocs, car elles représentent 87 pour cent de la main-d'œuvre dans l'agriculture pluviale.
20. Pendant la période de soudure, allant de mai à octobre, une grande partie de la population qui dépend des moyens d'existence est incapable de subvenir à ses besoins alimentaires de base et autres faute de débouchés économiques et en raison de leur capacité limitée de stocker les récoltes. La migration et l'épuisement des ressources et des actifs productifs figurent parmi les stratégies de survie les plus courantes.

³¹ Bureau central de la statistique et UNICEF. 2014. *Sudan Multiple Indicator Cluster Survey*. Khartoum.

³² Les données ne sont pas ventilées par sexe ou par âge.

³³ Bureau de la FAO au Soudan. 2015. *Sudan Country Programme Framework Plan of Action (2015–2019): Resilient Livelihoods for Sustainable Agriculture, Food Security and Nutrition*. Khartoum.

³⁴ L'évolution climatique, qui tend vers une augmentation constante des périodes de sécheresse et de l'imprévisibilité des précipitations, accentuera la variabilité saisonnière. Les pluies ont diminué de 10 à 20 pour cent depuis les années 1970, et les températures ont augmenté de 1,3 °C entre 1975 et 2009. Selon les projections, les précipitations irrégulières et la tendance au réchauffement se poursuivront. Le Gouvernement tente de faire face au changement climatique et d'aider les petits exploitants au moyen d'interventions axées sur la protection sociale afin de réduire au minimum les effets des chocs sur la production.

1.3. Lacunes et problèmes

21. Le risque que de nouveaux conflits éclatent au Soudan et dans les pays voisins, la variabilité du climat et les difficultés économiques signifient que les crises prolongées sont susceptibles de se poursuivre et que de nouvelles situations d'urgence se produiront, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Malgré la volonté politique, il est peu probable que le nombre de personnes déplacées diminue à moyen terme. La capacité du Gouvernement à faire face à ces problèmes est limitée, et des investissements seront nécessaires pour: i) intervenir efficacement en cas de nouvelles situations d'urgence; ii) fournir une assistance alimentaire à court et à moyen terme ainsi que des moyens d'être autonomes aux personnes déplacées en attendant l'élaboration de solutions durables; iii) s'attaquer à la malnutrition et à ses causes profondes par un traitement et des programmes de prévention axés spécifiquement sur la nutrition et des interventions à dimension nutritionnelle; et iv) renforcer la résilience des systèmes alimentaires et offrir des possibilités de revenus appropriées tout au long de l'année. Pour que ces interventions s'inscrivent dans la durée, le PAM mettra l'accent sur le renforcement de l'égalité entre les sexes et sur le développement des capacités des homologues nationaux.

1.4 Priorités pour le pays

22. La Stratégie nationale (2007–2031)³⁵ et les mesures d'accompagnement du Gouvernement reconnaissent les problèmes et les priorités se rapportant aux ODD 2 et 17:
- la sécurité alimentaire, qui sera traitée par le Conseil supérieur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et dans le cadre de la Stratégie pour l'agriculture, l'irrigation et l'élevage, qui porte sur la sécurité alimentaire dans les zones rurales, les possibilités d'emploi et l'atténuation des effets de la sécheresse;
 - les systèmes alimentaires, qui seront pris en considération dans le Plan national d'investissement agricole, qui vise à renforcer la petite agriculture ainsi que la productivité et la résilience des systèmes alimentaires;
 - la nutrition et la santé, abordées essentiellement dans le cadre du Plan stratégique national pour la nutrition et du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) afin d'éliminer la malnutrition grâce à une approche multisectorielle;
 - les ressources naturelles, qui seront gérées de manière à parvenir à une croissance durable, conformément au Plan national d'adaptation au changement climatique;
 - les services sociaux, qui seront améliorés pour garantir à tous l'accès à des services de base de qualité; et
 - l'autonomisation des femmes, en vue de renforcer leur rôle en tant que partenaires du développement communautaire.
23. La Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle, qui s'appuie sur la Stratégie des Nations Unies pour remédier aux situations de déplacement prolongé au Darfour (2016–2019)³⁶, prévoit des programmes d'intervention humanitaire, de redressement et d'autonomisation à long terme afin d'améliorer l'efficacité des interventions destinées à sauver des vies et de fournir des passerelles vers le développement dans les crises prolongées. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2018–2022 (PNUAD), qui est relié à la Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle, comporte cinq domaines d'action privilégiés pour lesquels le Gouvernement recevra l'appui du système des Nations Unies en vue de la réalisation des ODD, et huit effets directs qui fournissent un cadre opérationnel commun.

³⁵ Secrétariat général du Conseil national de la planification stratégique du Soudan. 2007. *The Twenty-Five-Year National Strategy 2007–2031*. Khartoum.

³⁶ Équipe de pays des Nations Unies. 2016. *Darfur Protracted Displacement Strategy: a New Programmatic Approach to Serve IDPs and Hosting Communities 2016–2019*. Khartoum.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

24. Le portefeuille d'activités du PAM au Soudan a évolué au cours de ces deux dernières années afin de s'adapter aux objectifs nationaux à long terme en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en conservant une capacité d'intervention d'urgence. Au Darfour, un ciblage plus précis des personnes déplacées de longue date fondé sur la vulnérabilité des ménages plutôt que sur le statut de déplacé a permis de passer d'une aide globale à des solutions aux problèmes de sécurité alimentaire adaptées aux besoins spécifiques³⁷.
25. L'évaluation du portefeuille d'activités 2010–2012 a encouragé le passage à une planification à long terme. Plusieurs examens et évaluations internes et externes³⁸ ont permis de dégager les enseignements suivants, notamment:
 - Le renforcement des capacités du Gouvernement devient un élément plus important de l'action du PAM, conformément à son évaluation du développement des capacités effectuée en 2016.
 - Les partenariats gagnent en importance à mesure que le PAM met en œuvre davantage d'activités de redressement et de renforcement de la résilience.
 - L'intégration des questions de parité hommes-femmes progresse conformément à la stratégie révisée en matière de problématique hommes-femmes, étant donné que des approches propres à transformer les relations entre les sexes sont adoptées dans l'ensemble des programmes, des chaînes d'approvisionnement, des activités de renforcement des capacités des pays et des partenariats.
 - Les travaux visant à lutter contre la dénutrition exigeront d'adopter une approche multisectorielle intégrée qui englobe des interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou qui en tiennent compte.

2.2 Potentialités pour le PAM

26. Lors de l'examen stratégique Faim zéro, des potentialités liées au PNUAD et à la Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle ont été recensées en concertation avec les donateurs, les ministères, les organismes des Nations Unies, les acteurs du secteur privé, les institutions financières et les partenaires coopérants. Le contexte actuel, les enseignements tirés et l'avantage comparatif du PAM constituent un point de départ pour des interventions reposant sur des données factuelles qui sauveront des vies et favoriseront le développement en vue de la réalisation des ODD 2 et 17.

2.3 Réorientations stratégiques

27. Sur la base des priorités du Gouvernement, des enseignements tirés et des potentialités mises en évidence, le PAM:
 - contribuera au Défi Faim zéro en développant des synergies entre ses propres activités et les plans nationaux pour la réalisation des ODD 2 et 17;
 - concevra un ensemble de programmes qui continueront à sauver des vies tout en transformant les conditions d'existence des personnes démunies en renforçant leur autonomie;

³⁷ En mars 2017, le profil de 1,45 million de personnes avait été dressé, d'où une réduction de 700 000 du nombre de personnes recevant toute l'année une assistance alimentaire non assortie de conditions.

³⁸ Entre autres, un audit participatif axé sur la problématique hommes-femmes et des évaluations de l'intervention prolongée de secours et de redressement, de l'Initiative pour un accès sans risque au combustible et à l'énergie, de l'intervention du PAM axée sur la malnutrition aiguë modérée dans l'État du Kassala et de l'utilisation des espèces dans un camp accueillant des personnes déplacées. Les conclusions orienteront les décisions au sujet des modalités ainsi que la définition des priorités lors de la mise en œuvre du plan stratégique de pays provisoire. Le bureau de pays du PAM a également mis à profit les évaluations de la politique en matière de nutrition de 2012 et de ses plans de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.

- mettra à profit ses avantages comparatifs et son vaste réseau d'opérations sur le terrain pour promouvoir l'efficacité opérationnelle, la coordination et les actions de sensibilisation en faveur des personnes exposées à l'insécurité alimentaire et vulnérables;
- actualisera sa stratégie en matière de problématique hommes-femmes au Soudan pour appuyer la programmation axée sur la transformation des relations entre les sexes, sur laquelle la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et le Plan stratégique du PAM pour 2017–2021 mettent davantage l'accent;
- se positionnera comme un partenaire des autorités locales, des partenaires dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de la communauté internationale, en intervenant le long du continuum allant de l'aide humanitaire au développement; et
- créera un environnement propice au transfert des responsabilités au Gouvernement et renforcera les capacités des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux en vue d'assurer dans toute la mesure du possible la viabilité des interventions.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

28. Le PAM conservera sa capacité d'intervention d'urgence visant à sauver des vies et renforcera les activités conçues pour changer les conditions d'existence qui favorisent la résilience. Le PAM cherchera à obtenir six effets directs stratégiques, dont quatre portent sur l'ODD 2 et deux sur l'ODD 17:
- L'effet direct stratégique 1 est centré sur les interventions en cas de nouvelles situations d'urgence.
 - L'effet direct stratégique 2 vise à assurer la continuité de l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées vivant dans des camps et ayant des possibilités limitées d'assurer leur subsistance en vue d'accroître leur autonomie.
 - L'effet direct stratégique 3 consiste à réduire la malnutrition et ses causes profondes grâce à un ensemble d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou tenant compte des enjeux nutritionnels et au renforcement des capacités des institutions gouvernementales et non gouvernementales.
 - L'effet direct stratégique 4 vise à renforcer la résilience des ménages exposés à l'insécurité alimentaire et à améliorer les systèmes alimentaires par le développement des capacités.
 - L'effet direct stratégique 5 porte sur le maintien des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies.
 - L'effet direct stratégique 6 est axé sur la prestation de services dans les domaines de la logistique et des technologies de l'information et des communications (TIC) à la communauté d'aide humanitaire.
29. Les effets directs stratégiques 5 et 6 sont conformes à l'engagement pris par le PAM de nouer des partenariats pour appuyer la mise en œuvre du Programme 2030.
30. La mise en place de partenariats et le renforcement des capacités prendront de plus en plus d'importance dans le présent plan stratégique de pays provisoire (PSPP). La programmation pluriannuelle visera à remédier aux causes profondes et aux conséquences de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et des partenariats seront nécessaires pour accompagner les acteurs locaux, notamment ceux qui œuvrent à la réalisation des ODD 2 et 17 et contribuent à d'autres ODD, par exemple les ODD 3, 4 et 5, conformément à la Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle et au PNUAD.

31. La problématique hommes-femmes sera prise en compte dans l'exécution et le suivi du PSPP³⁹ afin que des programmes et des politiques propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes contribuent à la réalisation des effets directs. Le PAM veillera à ce que: i) toutes les données personnelles soient ventilées par sexe et par âge; ii) l'analyse des disparités liées au sexe soit intégrée dans les évaluations, les travaux de recherche, l'assistance technique et la gestion de l'information; iii) la problématique hommes-femmes soit intégrée dans les programmes, les politiques et les initiatives de renforcement des capacités; et iv) les femmes, les hommes, les filles et les garçons et leurs organisations participent de manière à favoriser l'autonomisation et l'égalité des résultats. La défense des principes humanitaires est au cœur des opérations du PAM dans le cadre de tout le PSP.

3.2 Effets directs stratégiques, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une catastrophe dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises

32. Le PAM veillera à ce que les populations touchées par un choc puissent subvenir à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition pendant et après une situation d'urgence, conformément au résultat stratégique 1 du PAM, en faisant en sorte que l'assistance voulue soit apportée aux personnes qui en ont besoin au bon moment et de la bonne manière.

Domaine d'action privilégié

33. L'effet direct stratégique 1 est centré sur les interventions face à une crise dans les situations d'urgence.

Produits escomptés

34. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 1:
- Les populations ciblées, y compris les résidents touchés par les crises et les personnes nouvellement déplacées ou réfugiées reçoivent des produits alimentaires, une assistance en espèces ou des bons pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels (niveau 1; catégorie de produit A1⁴⁰; résultat stratégique 1).
 - Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles ciblées reçoivent une alimentation nutritive en quantité suffisante, et des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements s'adressent aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons pour combattre ou prévenir la malnutrition (niveau 1; catégorie de produit B⁴¹; résultat stratégique 2).

Activités essentielles

35. ***Activité 1: Fournir une assistance alimentaire générale non assortie de conditions aux personnes touchées par un choc.*** Le PAM fournira une assistance non assortie de conditions aux personnes touchées par une situation d'urgence. Les vivres, les espèces, les bons ou un assortiment seront utilisés comme modalités de transfert en fonction des évaluations du contexte, dont une analyse des disparités liées au sexe. Après un choc grave, la durée de l'assistance variera de trois à six mois et sera d'un maximum de deux ans en cas de situation de déplacement prolongé.
36. ***Activité 2: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives à l'intention des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des filles.*** Immédiatement après un choc, le PAM mettra en place une supplémentation alimentaire généralisée d'urgence pour les femmes enceintes, les mères allaitantes, les filles et les enfants de moins de 5 ans, en complément

³⁹ Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017–2021, à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et au plan d'action connexe.

⁴⁰ Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie A1 correspond aux ressources non assorties de conditions transférées. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

⁴¹ Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie B correspond aux aliments nutritifs fournis. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

des distributions générales de vivres⁴². La durée du programme sera dictée par le contexte: après six mois, les bénéficiaires basculeront vers un programme de supplémentation alimentaire ciblée.

Effet direct stratégique 2: Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un conflit de longue durée et/ou déplacées de longue date sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de renforcer leur autonomie tout au long de l'année

37. Le PAM fera en sorte que les personnes déplacées et les réfugiés ayant quitté leur foyer depuis plus de deux ans aient les moyens de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. Il encouragera l'autosuffisance des ménages et des individus ciblés en apportant une aide saisonnière assortie de conditions allant de pair avec des possibilités de subsistance comme l'acquisition de compétences et la création d'actifs communautaires, qui comprendront des consultations avec les populations déplacées et les communautés hôtes pour s'assurer de la répartition des bienfaits entre les deux groupes et à parts égales entre les femmes et les hommes.

Domaines d'action privilégiés

38. Les interventions face une crise constituent le domaine d'action privilégié de l'effet direct stratégique 2 compte tenu de la grande vulnérabilité de la population déplacée ciblée. Cet effet direct portera également sur le renforcement de l'autonomie étant donné l'absence de solutions durables pour la population ciblée.

Produits escomptés

39. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 2:

- Les transferts de vivres, d'espèces ou de bons assortis ou non de conditions au profit des populations ciblées sont suffisants pour leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels (niveau 1; catégorie de produit A; résultat stratégique 1).
- Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles ciblées reçoivent une alimentation nutritive en quantité suffisante, et les campagnes connexes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements sont adaptées aux besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons pour combattre ou prévenir la malnutrition (niveau 1; catégorie de produit B; résultat stratégique 2).
- Les populations ciblées exposées à l'insécurité alimentaire créent ou remettent en état des actifs et reçoivent une aide pour renforcer leurs moyens d'existence pendant la période de soudure afin de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels (niveau 1; catégorie de produit D⁴³; résultat stratégique 1).
- Les groupes vulnérables, comme les femmes et les jeunes, de la population ciblée reçoivent du combustible pour la cuisson et bénéficient de moyens d'assurer leur subsistance afin de renforcer leur autonomie (niveau 1; catégorie de produit C⁴⁴; résultat stratégique 3).
- Les enfants et leur famille bénéficient de repas scolaires et d'une formation interactive à la nutrition et, par conséquent, échappent à la malnutrition (niveau 1; catégorie de produit A2⁴⁵; résultat stratégique 2 et ODD 4).

Activités essentielles

40. ***Activité 3: Offrir des programmes intégrés d'assistance alimentaire assortis ou non de conditions aux ménages vulnérables.*** À partir des profils des personnes déplacées établis par le PAM, une assistance alimentaire sera apportée sous différentes formes en fonction du degré de vulnérabilité

⁴² Une ration de 92 grammes par jour de Plumpy'Sup sera complétée par une campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, selon le contexte.

⁴³ Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie D correspond aux actifs créés. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

⁴⁴ Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie C correspond au renforcement des capacités assuré. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

⁴⁵ Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie A2 correspond aux ressources assorties de conditions transférées. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

à l'insécurité alimentaire évalué⁴⁶. L'assistance consistera en des transferts non assortis de conditions et un appui aux moyens d'existence assorti de conditions en nature, en espèces ou sous forme de bons. L'appui non assorti de conditions sera apporté en priorité aux ménages vulnérables exposés à une insécurité alimentaire et nutritionnelle grave. Une série d'indicateurs d'insécurité alimentaire des ménages, d'émaciation et de retard de croissance seront utilisés pour recenser les ménages qui participeront aux activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs rémunérés par des vivres, des espèces ou des bons⁴⁷. Les consultations sur la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative guideront la conception de ces activités⁴⁸.

41. *Activité 4: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives à l'intention des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des filles.* Le PAM utilisera les centres de nutrition communautaires pour traiter la malnutrition aiguë modérée dans le cadre du programme de supplémentation alimentaire ciblée et de la prévention fondée sur la nourriture de la malnutrition aiguë et chronique. Le programme de prévention fondée sur la nourriture se concentrera sur les 1 000 premiers jours après la conception afin de prévenir le retard de croissance et l'émaciation; il comprendra des rations nutritionnelles pour les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles en situation de risque ainsi que pour les enfants de moins de 5 ans. Cette activité comportera des interventions à dimension nutritionnelle propres à transformer les relations entre les sexes, parmi lesquelles une formation interactive dans les domaines de la nutrition, des potagers communautaires et familiaux, de la cuisine, de la préservation et de la transformation des produits alimentaires, qui sont adaptées et destinées à divers groupes de femmes, d'hommes, de filles et de garçons des communautés ciblées.
42. *Activité 5: Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles.* Dans les situations de déplacement prolongé, le PAM fournira chaque jour un repas chaud aux filles et aux garçons en âge d'aller à l'école primaire et complétera cette activité par des interventions à dimension nutritionnelle comme la distribution de micronutriments en poudre, le jardinage scolaire et une action pédagogique axée sur la nutrition à l'intention des parents et des enseignants afin de lutter contre la faim à court terme et les carences en micronutriments⁴⁹.
43. *Activité 6: Assurer aux personnes déplacées et aux réfugiés un accès sans risque au combustible et à l'énergie.* Les réfugiés et les personnes déplacées remplissant les conditions pour bénéficier des programmes d'assistance auront également accès à des fourneaux et du combustible pour cuisiner les produits alimentaires qu'ils reçoivent; les combustibles de substitution réduiront au minimum la dépendance au charbon ou au bois de feu⁵⁰. La priorité sera donnée aux femmes, car ce sont elles qui se chargent généralement de la cuisine et de la collecte de combustible issu de la biomasse⁵¹.

⁴⁶ L'objectif du bureau de pays est d'établir le profil des personnes déplacées tous les deux ans, ou plus souvent si nécessaire.

⁴⁷ Les activités permettront également de renforcer les actifs productifs des ménages et de la communauté par la formation, le développement d'infrastructures et le soutien aux revenus. Les personnes ne pouvant pas prendre part à des activités à forte intensité de main-d'œuvre ou étant victimes d'autres chocs remplissent les conditions pour bénéficier d'une assistance non assortie de conditions pendant la période de soudure. Les activités destinées à créer des actifs répondront aux besoins des femmes et des hommes de manière équitable.

⁴⁸ Dans la mesure du possible, l'approche à trois niveaux ou d'autres formes de consultation communautaire, selon qu'il convient, seront utilisées comme outils de planification.

⁴⁹ Le PAM collaborera avec ses partenaires pour veiller à ce que les exigences minimales soient respectées dans les écoles.

⁵⁰ Le combustible le plus efficace sera choisi en fonction d'une évaluation du contexte et des besoins du groupe de bénéficiaires ciblé.

⁵¹ Dans la mesure du possible, les ménages recevront une aide dans le cadre d'activités axées sur les moyens d'existence pour promouvoir l'autonomie et l'adoption de pratiques éco-énergétiques telles que la gestion durable des ressources, et de campagnes visant à faire évoluer les comportements et centrées sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Effet direct stratégique 3: Dans les zones ciblées, la nutrition des résidents en situation d'insécurité alimentaire s'améliore durablement d'ici à 2021

44. Conformément au résultat stratégique 2, le PAM mettra en place un ensemble intégré d'activités complémentaires axées spécifiquement sur la nutrition ou comportant une dimension nutritionnelle et spécifiques à l'âge pour s'attaquer durablement et à grande échelle aux causes immédiates et profondes de la malnutrition; l'accent sera mis sur les communautés résidentes, entre autres, dans les zones qui ne sont pas directement touchées par le conflit et/ou une catastrophe naturelle. Les effets directs stratégiques 3 et 4 seront mis en œuvre en parallèle grâce à l'intégration du ciblage et de l'exécution là où il sera possible de le faire, en vue d'optimiser les effets directs. Les taux de retard de croissance étant élevés, les partenaires, notamment le Ministère de la santé, seront sensibilisés au double fardeau de la malnutrition, et des possibilités de mener des analyses et des activités conjointes seront étudiées.
45. Le PAM renforcera les capacités du Gouvernement et des homologues nationaux afin qu'ils poursuivent les activités de manière indépendante en élaborant des modalités d'exécution et des cadres législatifs avec les Ministères de la santé, de l'éducation et de l'industrie à l'appui des structures gouvernementales. La collaboration avec le mouvement SUN ainsi que les partenaires dans les domaines de la santé et de l'éducation sera l'un des éléments de l'approche multidimensionnelle. Les étroites relations que le PAM a nouées avec le Ministère de la santé et sa forte présence constituent un net avantage comparatif lorsqu'il s'agit de renforcer les capacités au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau local.
46. Cet effet direct stratégique vise à s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition.

Produits escomptés

47. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 3:
- Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles ciblées reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, et une campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée spécifiquement auprès des femmes, des hommes, des filles et des garçons pour traiter et prévenir l'émaciation et le retard de croissance (niveau 1; catégorie de produit B; résultat stratégique 2).
 - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire profitent de l'amélioration de la coordination et de la gestion par les autorités nationales des programmes et des politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition mis en œuvre dans l'optique de subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels actuels et futurs (niveau 3; catégorie de produit C; résultats stratégiques 1 et 2).
 - Les élèves, les enseignants et les parents ciblés participent aux séances pédagogiques interactives sur la nutrition qui accompagnent les repas scolaires afin d'enrichir leurs connaissances en la matière et de prévenir ainsi la malnutrition (niveau 1; catégorie de produit E⁵²; résultat stratégique 2 et ODD 4).

Activités essentielles

48. *Activité 7: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des communautés résidentes.* Les interventions comprendront notamment:
- la prévention de la malnutrition fondée sur la nourriture pendant les 1 000 premiers jours suivant la conception afin de prévenir le retard de croissance et l'émaciation au moyen de rations nutritionnelles⁵³ pour les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles en situation de risque ainsi que les enfants de moins de 5 ans, complétée par des interventions à dimension nutritionnelle adaptées au contexte – l'utilisation de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs encourageant une bonne nutrition sera envisagée;

⁵² Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie E correspond aux activités de sensibilisation et d'éducation réalisées.

<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

⁵³ 100 grammes/personne/jour de SuperCereal Plus.

- l'enrichissement des aliments à domicile moyennant: i) la distribution gratuite de micronutriments en poudre⁵⁴ par les centres de nutrition et les travailleurs communautaires aux enfants de moins de 5 ans⁵⁵; et ii) la création de points de vente au détail dans certains États pour permettre aux personnes des communautés ciblées de se procurer des micronutriments en poudre à un prix abordable;
 - les efforts visant à lutter contre la malnutrition aiguë complétant la priorité accordée à la prévention dans les communautés où les taux de malnutrition aiguë globale dépassent 10 pour cent et où les taux d'insécurité alimentaire sont particulièrement élevés – le PAM fournira une supplémentation alimentaire ciblée aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée, aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux filles, contribuant ainsi aux efforts de prévention menés dans les communautés résidentes où la malnutrition est profondément ancrée; des suppléments nutritionnels prêts à consommer seront utilisés pendant trois mois et s'accompagneront de conseils en matière de nutrition;
 - des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements menées dans le cadre de toutes les activités de prévention et de traitement, à tous les niveaux, de la sphère politique à la sphère communautaire, en utilisant des méthodes et des outils novateurs, en adoptant des approches propres à transformer les relations entre les sexes en vue d'améliorer les connaissances et les comportements en matière de nutrition; et
 - le recours aux instances communautaires en charge de la nutrition pour la mise en œuvre des activités nutritionnelles afin que ces activités répondent aux besoins de la communauté.
49. *Activité 8: Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles.* La distribution de repas chauds dans les écoles primaires et de rations à emporter pour les filles dans les régions où il existe de fortes disparités entre les sexes se poursuivra⁵⁶. Les programmes nutritionnels du PAM dans les écoles comprendront:
- la distribution de micronutriments en poudre dans les écoles ciblées pour remédier aux carences en micronutriments et accroître la valeur nutritionnelle des repas; et
 - des activités à dimension nutritionnelle destinées aux enfants, aux enseignants et aux parents en vue de briser le cycle de la malnutrition qui se perpétue d'une génération à l'autre: le PAM collaborera avec le Ministère de l'éducation et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) afin d'inclure la nutrition dans la formation des enseignants du primaire et dans le cadre du programme destiné aux enfants en âge de fréquenter l'école primaire, l'accent étant mis sur les adolescentes dans les structures d'éducation formelle et non formelle.
50. *Activité 9: Renforcer les capacités des institutions nationales et du réseau SUN.* Ce travail consistera essentiellement à:
- mener des activités de plaidoyer et fournir une assistance technique pour l'élaboration des politiques et des programmes par l'intermédiaire du mouvement SUN en mettant en œuvre une stratégie multisectorielle en matière de nutrition avec le Gouvernement et les partenaires de développement⁵⁷;

⁵⁴ Vitamino, créé par le PAM pour ses activités au Soudan.

⁵⁵ Les enfants qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier des programmes d'alimentation sélective.

⁵⁶ Le PAM collaborera avec ses partenaires pour veiller à ce que les exigences minimales soient respectées dans les écoles.

⁵⁷ Le PAM: i) aidera l'Alliance nationale du Soudan pour l'enrichissement des aliments à renforcer les mécanismes de coordination institutionnelle et l'Organisation soudanaise des normes et de la métrologie à concevoir un système d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité pour l'enrichissement des aliments; ii) renforcera les capacités des autorités de réglementation pour l'application de la loi et le suivi des progrès réalisés; et iii) accompagnera le Ministère de la santé pour la gestion de l'information et les enquêtes nutritionnelles, en encourageant la ventilation des données et l'analyse des disparités liées au sexe.

- mettre au point des formations diplômantes et de courte durée dans le cadre d'un renforcement durable des capacités en matière de nutrition: le PAM coopérera avec le centre d'excellence de l'Université Al Ahfad pour l'élaboration de cours sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et un fonds sera établi pour favoriser l'accès des femmes rurales à ces cours; et
- continuer d'appuyer l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) dans le but d'élaborer une politique nationale durable en matière d'alimentation scolaire.

Effet direct stratégique 4: Les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les régions ciblées et les systèmes alimentaires ont une résilience accrue face aux chocs d'ici à 2021

51. Le PAM renforcera la résilience des ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire chronique grâce à des filets de sécurité reposant sur des activités productives et réactifs aux chocs – création d'actifs communautaires et domestiques – et à l'appui fourni aux petits exploitants et au renforcement des capacités à l'échelon national et infranational. Les activités adopteront des processus participatifs qui associent les partenaires, les bénéficiaires, les institutions nationales et les municipalités de manière que les interventions répondent de manière équitable aux multiples besoins, priorités, rôles et charges de travail des femmes et des hommes.
52. Le PAM coopérera avec des partenaires qui ont des ressources et des capacités techniques complémentaires pour la création d'actifs, la génération de revenus et le développement des capacités adaptés au contexte. Le PAM mettra en œuvre des activités tout en travaillant avec les partenaires gouvernementaux pour renforcer les capacités et les systèmes nationaux en collaboration avec des partenaires majeurs comme la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Domaine d'action privilégié

53. Cet effet direct stratégique vise à renforcer la résilience des ménages, des communautés et des systèmes nationaux, y compris les systèmes alimentaires.

Produits escomptés

54. L'effet direct stratégique 4 comporte quatre produits escomptés:
 - Les ménages en situation d'insécurité alimentaire bénéficiaires des filets de sécurité fondés sur des activités productives reçoivent une aide assortie de conditions sous forme de vivres, d'espèces ou de bons pour créer, remettre en état ou entretenir des actifs afin de faire face aux pénuries alimentaires de courte durée (niveau 1; catégorie de produit A2; résultat stratégique 1).
 - Les ménages et les communautés ont accès aux actifs afin d'atténuer les risques de catastrophe d'origine climatique et les effets des chocs ou autres perturbations – les hommes et les femmes en bénéficient de façon égale (niveau 2; catégorie de produit D; résultats stratégiques 3 et 4).
 - Les petits exploitants vulnérables bénéficient d'outils et de services tels que les microfinancements, les technologies de gestion après récolte, l'assistance technique et les services climatologiques pour accroître leur productivité et leur résilience (niveau 2; catégorie de produit C; résultats stratégiques 3 et 4).
 - Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire profitent de l'amélioration de la capacité des autorités nationales à coordonner, gérer et mettre en œuvre des politiques et des programmes propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes s'agissant des filets de sécurité reposant sur des activités productives, de l'appui aux moyens d'existence et de l'alerte rapide afin de garantir un accès durable à l'alimentation (niveau 3; catégorie de produit C; résultats stratégiques 2, 3 et 4).

Activités essentielles

55. *Activité 10: Mener des activités de création d'actifs en mettant en place des filets de sécurité pour aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire à réduire les risques et à s'adapter aux changements climatiques.* Le PAM fournira une assistance saisonnière assortie de conditions au moyen d'activités de création d'actifs à l'intention des ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique grâce à une approche fondée sur des filets de sécurité reposant sur des activités productives qui soit conforme aux programmes publics de protection sociale. Ces actifs, qui seront déterminés dans le cadre de consultations communautaires, répondront équitablement aux besoins des femmes et des hommes et consisteront notamment en l'amélioration des infrastructures de production, de transformation et de commercialisation, des possibilités de revenus agricoles et non agricoles, et des possibilités de formation à l'intention des personnes ne pouvant pas prendre part à des activités faisant appel à de la main-d'œuvre⁵⁸. Le PAM s'emploiera avec le Gouvernement et d'autres partenaires à relier les systèmes améliorés d'alerte rapide et les filets de sécurité réactifs aux chocs afin de garantir que les acquis obtenus en matière de résilience seront maintenus et d'atténuer les effets des chocs climatiques.
56. *Activité 11: Soutenir les moyens d'existence des agriculteurs.* Le PAM et le Ministère de l'agriculture mettront en œuvre des activités visant à favoriser l'accès des agriculteurs aux marchés, parmi lesquelles la vulgarisation agricole et une formation sur le terrain aux compétences techniques et commerciales propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes à l'intention des petits exploitants⁵⁹. Le PAM œuvrera pour l'amélioration du stockage après récolte grâce à des actions de sensibilisation, des stages de formation, la mise en place de silos familiaux et communautaires subventionnés – ou la remise en état de silos, après évaluation – et en renforçant le rôle et l'efficacité des associations de petits exploitants. Cette initiative permettra d'intensifier les liens entre les petits exploitants et les chaînes locales d'approvisionnement, en facilitant l'accès aux intrants et en exploitant les réseaux de détaillants du PAM. L'accès aux informations commerciales et aux données agroclimatiques sera facilité pour permettre aux petits exploitants de se préparer face à l'imminence d'un choc.
57. *Activité 12: Renforcer les capacités des institutions nationales et locales.* Le PAM, en collaboration avec le Ministère de la protection et de la sécurité sociales et la Banque mondiale, s'emploiera à améliorer le ciblage et la mise en œuvre de filets de sécurité équitables et non exclusifs; il élaborera notamment des directives pour la mise en œuvre de filets de sécurité fondés sur des activités productives. En coopération avec le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine et d'autres acteurs pertinents, le PAM exploitera son avantage comparatif en faisant fond sur des initiatives de renforcement des capacités en cours qui donnent de bons résultats, comme le système d'information sur le suivi agricole du Soudan et le système de suivi de la sécurité alimentaire, afin de contribuer à améliorer les systèmes d'alerte rapide. Il s'attachera aussi à aider le Ministère de l'agriculture et les services météorologiques soudanais pour ce qui est de la formation, du transfert de technologies et des services de coordination à l'échelon national et à celui des États. Des sessions de sensibilisation et des ateliers seront organisés à l'intention des responsables des administrations publiques, et les agents de vulgarisation pourront s'appuyer sur un manuel traitant des pertes après récolte, qui fera partie du dispositif de vulgarisation au niveau national.

Effet direct stratégique 5: La communauté d'aide humanitaire au Soudan a accès aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies jusqu'à ce que des solutions de remplacement satisfaisantes soient offertes

58. Cet effet direct stratégique est relié au résultat stratégique 8 et à la cible 16 de l'ODD 17, qui consiste à assurer un accès humanitaire aux zones reculées. L'insécurité, les longues distances et le mauvais état des routes limitent l'accès et, à ce jour, aucun transporteur aérien national ne

⁵⁸ L'approche à trois niveaux et d'autres outils seront utilisés pour concevoir des interventions équitables, efficaces et efficaces.

⁵⁹ Les petits exploitants des zones ciblées par le PAM seront sélectionnés conjointement avec le Ministère de l'agriculture: i) petits exploitants possédant 5 à 10 *feddans* de terre (unité de surface correspondant à 0,4 hectare); ii) agriculteurs se trouvant dans des zones viables pour l'agriculture; et iii) agriculteurs pauvres mais économiquement actifs. Les femmes devraient représenter 30 pour cent au moins des agriculteurs ciblés.

satisfait aux normes aéronautiques des Nations Unies. Les services aériens devraient permettre de rejoindre au moins 43 sites.

Domaine d'action privilégié

59. Cet effet direct stratégique concerne les interventions pour faire face aux crises.

Produits escomptés

60. Deux produits permettront de réaliser l'effet direct stratégique 5:

- La sécurité du transport des agents et des fournitures humanitaires profite aux personnes ayant besoin d'une aide humanitaire (niveau 3; catégorie de produit H⁶⁰; résultat stratégique 1 et ODD 3).
- La continuité des interventions humanitaires assurée par les services de transport d'urgence profite aux personnes ayant besoin des interventions humanitaires (niveau 3; catégorie de produit H; résultat stratégique 1 et ODD 3).

Activité essentielle

61. *Activité 13: Fournir des services aériens pour le transport du personnel et des charges légères.* Un EMB-135 (37 sièges), un turbopropulseur BE-1900 (17 sièges) et trois hélicoptères MI-8 (18 sièges) opéreront entre Khartoum, Nyala, El Fasher et El Geneina. L'EMB-135 et le BE-1900 offriront un service de navette depuis Khartoum jusqu'aux capitales des cinq États du Darfour et jusqu'à Kadugli au Kordofan méridional, à Damazine et à Kassala, selon les besoins. Les hélicoptères permettront d'accéder aux régions les plus reculées, qu'il est impossible de rejoindre autrement en raison de l'insécurité, du mauvais état des routes et du manque d'infrastructures pour les avions à voilure fixe.

Effet direct stratégique 6: La communauté d'aide humanitaire au Soudan bénéficie tout au long de l'année des compétences techniques, des services et de l'infrastructure liés aux chaînes d'approvisionnement et aux technologies de l'information

62. L'effet direct stratégique 6 vise à fournir les compétences techniques, les services et l'infrastructure aux partenaires de l'action humanitaire et du développement grâce au rôle de chef de file que le PAM assume dans les secteurs de la logistique et des télécommunications d'urgence. Cela permettra d'améliorer la capacité du Gouvernement à lutter contre l'insécurité alimentaire et contribuera à l'efficacité des opérations humanitaires conformément à la cible 16 de l'ODD 17 et au résultat stratégique 8 du PAM.

Domaine d'action privilégié

63. Cet effet direct stratégique concerne les interventions pour faire face aux crises.

Produits escomptés

64. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 6:

- Les personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire bénéficient de l'appui à la chaîne d'approvisionnement et de l'aide apportée aux acteurs humanitaires pour rendre les interventions humanitaires possibles (niveau 3; catégorie de produit H; résultats stratégiques 1 et 4 et ODD 3).
- Les personnes au Soudan du Sud, en particulier celles nécessitant une assistance humanitaire, bénéficieront d'une route jusqu'au Soudan qui permettra l'accès à des marchandises pour subvenir aux besoins essentiels (niveau 3; catégorie de produit L⁶¹; résultats stratégiques 1, 2 et 3).

⁶⁰ Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie H correspond aux services et plateformes partagés mis à disposition.
<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

⁶¹ Fait référence aux catégories de produits figurant dans le Cadre de résultats institutionnels du PAM: la catégorie L correspond à l'appui apporté aux investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement.
<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp286745.pdf>.

- Les personnes nécessitant une assistance humanitaire bénéficient de l'amélioration des télécommunications, du partage de l'information et de la gestion des connaissances permettant aux acteurs humanitaires de maximiser l'efficacité des interventions (niveau 3; catégorie de produit H; résultats stratégiques 1 et 4 et ODD 3).
- Les populations en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de l'amélioration des capacités et des installations d'entreposage des produits alimentaires du Gouvernement et de l'amélioration de la gestion des entrepôts destinées à couvrir les besoins alimentaires essentiels (niveau 3; catégorie de produit L; résultat stratégique 1).

Activités essentielles

65. *Activité 14: Fournir à la communauté d'aide humanitaire des services liés à la chaîne d'approvisionnement.* Le PAM fournira des services et des compétences liés à la chaîne d'approvisionnement selon qu'il convient – transport, entreposage, appui et coordination en matière d'infrastructure pour garantir l'efficacité et l'efficacité des services logistiques.
66. *Activité 15: Fournir des services liés aux technologies de l'information et des communications à la communauté d'aide humanitaire.* Le PAM continuera de présider le groupe de travail sur les TIC et fournira ses services des télécommunications d'urgence de jour comme de nuit aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales dans 13 zones pour le compte du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies. Les coûts seront partagés entre les organismes des Nations Unies.

3.3 Transition et stratégies de retrait

67. Lors de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR 200808) en cours, le PAM s'est orienté vers des solutions à long terme pour assurer la sécurité alimentaire compte tenu de la durée des crises au Soudan, en accordant une attention croissante aux populations résidentes exposées à l'insécurité alimentaire, en s'attaquant à la malnutrition et en adaptant son action aux objectifs nationaux à long terme en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM a ainsi commencé à réorienter ses activités, en choisissant non plus seulement de sauver des vies, mais aussi d'améliorer les conditions d'existence en ciblant mieux l'aide aux personnes déplacées et en favorisant l'autonomie.
68. Dans le cadre du présent PSPP, le PAM passe de la fourniture directe d'une assistance au renforcement des capacités, à des orientations stratégiques et à un appui aux programmes à l'échelle nationale et infranationale tout en conservant sa capacité d'intervention d'urgence. Le PAM veillera à ce que les activités soient intégrées dans les plans de développement nationaux et sectoriels en vue de leur transfert progressif; les capacités des pouvoirs publics et des communautés seront développées en intégrant le principe de l'égalité entre les sexes tout au long du processus. Le PAM continuera de plaider en faveur de solutions durables au problème des déplacements de personnes à l'intérieur de leur propre pays.
69. Le PSPP constitue une transition vers un PSP qui débutera en 2019 et s'appuiera sur l'examen stratégique national Faim zéro actuellement en cours. Le PSP s'inscrira dans le prolongement du PSPP et contribuera à l'élaboration d'une feuille de route Faim zéro nationale.
70. Les causes profondes des conflits à l'échelle nationale et régionale ne sont toujours pas éliminées, le stress climatique devrait s'accroître et les capacités ainsi que les ressources du Gouvernement sont limitées: le PAM jette donc actuellement les bases pour la prise en charge des activités par le Gouvernement, le moment venu, mais devrait poursuivre ses activités opérationnelles dans un avenir prévisible.

4. Modalités d'exécution

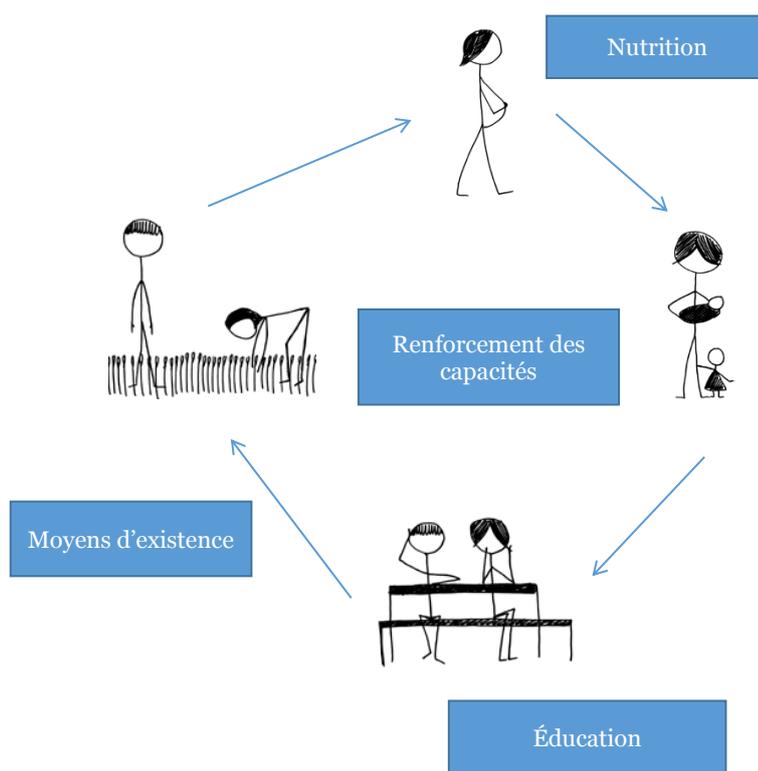
4.1 Analyse des bénéficiaires

71. L'effet direct stratégique 1 vise à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations victimes de situations d'urgence ou déplacées depuis deux ans au maximum. L'effet direct stratégique 2 cible les personnes exposées à l'insécurité alimentaire victimes de conflits prolongés ou déplacées de longue date grâce à une assistance alimentaire consistant en des transferts non assortis de conditions et un appui aux moyens d'existence assorti de conditions,

sur la base du profil des personnes déplacées établi par le PAM⁶². Le PAM utilisera son système de gestion des bénéficiaires (SCOPE) pour enregistrer et gérer les informations sur les bénéficiaires ventilées par sexe et par âge à l'aide des données biométriques: ce système contribuera également aux plans de distribution et aux instructions à l'intention des prestataires de services externes pour les transferts de type monétaire, et il permettra de retracer l'aide alimentaire fournie.

72. À l'aide de l'approche fondée sur le cycle de vie (figure 2), les effets directs stratégiques 3 et 4 ciblent les ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire chronique qui souffrent de malnutrition, y compris les petits exploitants et les agropasteurs. Les mesures de soutien conçues sur la base d'une analyse des disparités liées au sexe permettent d'apporter une aide en fonction des différents besoins des personnes à différentes étapes de leur vie, en donnant la priorité aux zones où la prévalence de l'insécurité alimentaire, du retard de croissance et de l'émaciation est élevée. Les activités axées sur la résilience seront prioritaires dans les zones où l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont élevées et qui sont vulnérables aux chocs climatiques ou économiques. Le PAM cherchera à développer des partenariats et des complémentarités avec les partenaires⁶³. Les activités spécifiquement axées sur la nutrition cibleront les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles. Des repas scolaires seront fournis spécifiquement dans les écoles rurales des régions où l'insécurité alimentaire est très répandue, et apporteront un petit-déjeuner équilibré qui soulagera la faim à court terme. Le PAM cherchera des possibilités de faire converger ses activités avec celles d'autres parties prenantes dans le domaine de l'éducation comme l'UNICEF afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacé.

Figure 2: Approche fondée sur le cycle de vie



⁶² L'objectif du bureau de pays est d'établir le profil des personnes déplacées tous les deux ans, ou plus souvent si nécessaire.

⁶³ L'analyse des disparités liées au sexe servira de base au ciblage de ces objectifs stratégiques. En raison des inégalités structurelles entre les sexes et des pratiques discriminatoires, l'accent sera mis sur l'autonomisation des femmes et des filles de manière qu'elles participent sur un pied d'égalité, à tous les niveaux et durant toutes les phases, aux programmes. Afin d'assurer la durabilité et la maîtrise des programmes communautaires, des outils tels que l'approche à trois niveaux permettront aux communautés de prendre leurs propres décisions et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec leurs propres intrants et capacités.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ*

Effet direct stratégique	Activité	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
1 – Les populations touchées par une catastrophe dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises	Assistance alimentaire générale sous forme de vivres, d'espèces ou de bons	949 837	777 139	1 726 976
	Activités nutritionnelles préventives et curatives	414 577	275 943	690 520
2 – Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un conflit de longue durée et/ou déplacées de longue date sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de renforcer leur autonomie tout au long de l'année	Assistance alimentaire ciblée sous forme de transferts non assortis de conditions et d'un appui aux moyens d'existence assorti de conditions fourni en nature ou moyennant des transferts de type monétaire, adaptée aux ménages et communautés bénéficiaires	1 047 533	857 073	1 904 606
	Activités nutritionnelles préventives et curatives	362 664	257 398	620 062
	Programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles touchées par les conflits	166 370	173 159	339 529
	Accès sans risque au combustible et à l'énergie	141 742	115 971	257 713
3 – Dans les zones ciblées, la nutrition des résidents en situation d'insécurité alimentaire s'améliore durablement d'ici à 2021	Activités nutritionnelles préventives et curatives	724 431	518 190	1 242 621
	Programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles	338 660	349 420	688 080
	Développement et augmentation des capacités	-	-	-
4 – Les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les régions ciblées et les systèmes alimentaires ont une résilience accrue face aux chocs d'ici à 2021	Création d'actifs dans le cadre de filets de sécurité reposant sur des activités productives en échange de vivres/d'espèces qui contribuent à la réduction des risques et à l'adaptation au climat	262 262	214 577	476 839
	Stratégies intégrées d'appui aux moyens d'existence qui favorisent la résilience et l'amélioration de la productivité dans le cadre des initiatives Relier les agriculteurs aux marchés/Achats au service du progrès	70 043	57 308	127 351
	Développement et augmentation des capacités	-	-	-
Total ajusté		2 955 955	2 374 589	5 330 544

* Les données communiquées sur le nombre réel de bénéficiaires seront ventilées par sexe et par âge.

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: TAILLE DES RATIONS ET VALEURS DES TRANSFERTS (en g/personne/jour)

	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3					Effet direct stratégique 4							
	Activité 1	Activité 2	Activité 3	Activité 4	Activité 5	Activité 6	Activité 7	Activité 8	Activité 9	Activité 10	Activité 11	Activité 12									
Type de bénéficiaires	Nouveaux réfugiés	Nouveaux réfugiés et personnes récemment déplacées	Catastrophe naturelle et personnes récemment déplacées	Nouveaux réfugiés et personnes récemment déplacées	Aide non assortie de conditions aux réfugiés de longue date	Aide assortie de conditions aux personnes déplacées de longue date et aux réfugiés	Aide non assortie de conditions aux personnes déplacées de longue date et réfugiés – PSAC*	Personnes déplacées de longue date et réfugiés – EAD**	Personnes déplacées de longue date et réfugiés – PGMAM***	Personnes déplacées de longue date et réfugiés	Personnes déplacées de longue date	Résidents – traitement	Résidents – EAD**	Résidents – PMAMFN****	Résidents – rations à emporter	Résidents – repas scolaires	Aucune	Résidents	Résidents	Résidents	
Modalité																					
Céréales	475	270	-	270	475	450	-	-	-	100	450	-	-	-	25 000	100	-	450	75 000	-	
Légumes secs	60	30	-	30	60	30	-	-	-	20	30	-	-	-	-	20	-	30	-	-	
Huile	30	-	-	-	30	-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	15	-	-	-	-	
Sel	10	-	-	-	10	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	
Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SuperCereal Plus	-	-	-	-	-	-	-	-	100	-	-	-	-	100	-	-	-	-	-	-	
Suppléments nutritionnels prêts à consommer	-	-	92	-	-	-	92	-	-	-	-	92	-	-	-	-	-	-	-	-	
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-	-	-	1	-	0	-	-	1	-	-	0	-	-	-	-	
Kcal/jour	2 081	1 018	492	1 018	2 081	1 628	492	-	394	540	1 628	492	-	394	565	540	-	1 628	1 695	-	
% kcal d'origine protéique	13	15	10	15	13	14	10	-	17	12	14	10	-	17	13	12	0	14	13	-	
Espèces (en dollars/personne/jour)	-	-	-	0,28	0,6	0,60	-	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-	-	0,6	-	-	
Nombre de jours d'alimentation par mois	30	30	30	30	30	22	30	30	30	22	22	30	30	30	30	22	-	22	30	-	

* PSAC: programme de supplémentation alimentaire ciblée

** EAD: enrichissement des aliments à domicile

*** PGMAM: prévention générale de la malnutrition aiguë modérée

**** PMAMFN: prévention de la malnutrition aiguë modérée fondée sur la nourriture

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	316 415	62 592 808
Légumes secs	37 584	38 267 082
Huile et matières grasses	10 667	11 650 954
Aliments composés et mélanges	24 062	42 316 029
Autre	3 764	4 116 271
Total des produits alimentaires	392 493	158 943 144
Transferts de type monétaire (en dollars)		88 397 495
Total des produits alimentaires et des transferts de type monétaire (en dollars)	392 493	247 340 639

73. Le PAM choisira les modalités d'exécution en fonction des données factuelles recueillies dans le cadre d'évaluations des capacités et d'analyses comparatives multisectorielles portant sur l'optimisation des ressources, l'efficacité, l'efficacité, l'équité et l'autonomisation et en calculant la valeur des transferts de vivres, d'espèces ou de bons de manière à combler l'écart entre les besoins alimentaires des bénéficiaires et leur capacité à se procurer une alimentation nutritive sans recourir à des stratégies de survie préjudiciables. Le PAM entend, lorsque cela sera possible et opportun, transposer à plus grande échelle des mécanismes novateurs susceptibles d'être utilisés pour assurer l'assistance alimentaire fondée sur les marchés, comme les cartes prépayées, les virements d'argent par téléphone portable et les bons électroniques au moyen des cartes SCOPE afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de ce type d'aide. Les campagnes de sensibilisation permettront de garantir que tous les bénéficiaires, indépendamment du sexe, de l'âge, du handicap, du niveau d'alphabétisation, etc., s'initient à ces modalités novatrices et en bénéficient de manière égale.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

74. Le PAM continuera de s'employer à améliorer les capacités des partenaires nationaux et locaux de la société civile afin de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire seront encouragées dans toutes les initiatives. Le bureau de pays continuera d'adopter les meilleures pratiques pouvant être reproduites et de donner aux membres du personnel, aux partenaires et aux responsables des administrations publiques l'occasion d'apprendre des enseignements tirés par d'autres pays. Les échanges de personnel technique entre les pays seront également encouragés.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

75. La fonction relative à la chaîne d'approvisionnement appuiera la réalisation de tous les effets directs stratégiques en permettant la fourniture des vivres, des espèces et des bons, en procédant à l'évaluation des pertes après récolte et des activités nutritionnelles, et en œuvrant à l'accroissement des possibilités d'achats locaux en collaboration avec les partenaires.
76. Le PAM s'attachera à améliorer les capacités commerciales des fournisseurs de produits alimentaires locaux et des sociétés d'inspection: il évaluera entre autres les possibilités d'achat qui sont adaptées aux petits exploitants et encouragent l'égalité entre les sexes. Ces travaux consisteront notamment à examiner la réserve nationale de céréales⁶⁴.

⁶⁴ Les achats aux petits producteurs se feront principalement auprès des agriculteurs ciblés par l'activité 11 de l'effet direct 4.

77. Afin d'aider le Gouvernement à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que la protection de l'environnement, le PAM modernisera les laboratoires nationaux afin de renforcer les analyses relatives aux aliments enrichis. Les capacités et les structures d'entreposage des vivres seront renforcées, et des accords de fourniture de produits alimentaires seront négociés.
78. Dans le cadre de l'appui qu'elle fournit aux interventions fondées sur les marchés, la fonction chaîne d'approvisionnement établira une cartographie de la chaîne du commerce de détail et examinera les secteurs de la chaîne d'approvisionnement pour l'approvisionnement national, la distribution et le transport par le Gouvernement et le secteur privé. Les résultats et une analyse plus approfondie permettront de mettre en évidence les domaines à améliorer en vue du PSP.
79. Conformément au mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement du Soudan du Sud pour le transport du fret humanitaire, le PAM procédera à la réfection de la route reliant Rabak et Joda, et continuera de garantir le passage de l'assistance humanitaire vers le Soudan du Sud. Il continuera de conduire les négociations entre les acteurs sud-soudanais et soudanais sur l'ouverture de nouveaux couloirs humanitaires⁶⁵.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

80. Le PAM maintiendra sa présence actuelle sur le terrain: 70 pour cent de ses effectifs travailleront à partir de 16 bureaux régionaux et bureaux extérieurs. La structure organisationnelle restera inchangée: quatre bureaux de section superviseront les activités au Darfour septentrional, au Darfour occidental et au Darfour central, au Darfour méridional et au Darfour oriental, et le reste du pays sera sous la supervision du bureau de pays. Le PAM conservera sa capacité à faire face aux chocs et à répondre aux besoins des autorités et des partenaires locaux. Le bureau de pays renforcera les capacités de son personnel le cas échéant, mais aucun changement majeur n'est prévu.

4.5 Partenariats

81. Divers partenariats, tant nationaux qu'internationaux, seront essentiels pour la réalisation des ODD 2 et 17. La coopération sera élargie en étudiant des alliances nouvelles et variées, et en consolidant les partenariats existants grâce à des investissements dans le renforcement des capacités. En plus de travailler avec ses homologues gouvernementaux, le PAM s'attachera à renforcer les synergies et les points de convergence avec d'autres acteurs, notamment les autres organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, la Société soudanaise du Croissant-Rouge et les partenaires du secteur privé.
82. Le bureau de pays s'appuiera sur ses partenariats avec ses homologues gouvernementaux, en particulier la Commission d'aide humanitaire et le Ministère de la coopération internationale, pour obtenir les effets directs stratégiques. Il coopérera notamment avec: i) le Ministère de la santé au sein du mouvement SUN pour l'effet direct stratégique 3; ii) le Ministère de l'éducation pour mettre en œuvre l'approche SABER en vue de parvenir à un programme national d'alimentation scolaire au titre de l'effet direct stratégique 3; iii) le Ministère de l'agriculture pour améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire et résoudre le problème des pertes après récolte au titre de l'effet direct stratégique 4; et iv) le Ministère de la protection et de la sécurité sociales pour améliorer le système national de protection sociale au titre de l'effet direct stratégique 4 et promouvoir des politiques, une planification et des programmes propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes. Sur la base du recouvrement des coûts, le bureau de pays fournira aussi un soutien au bureau du PAM au Soudan du Sud et à d'autres bureaux de pays confrontés à des situations d'urgence.
83. Les partenariats avec les autres organismes des Nations Unies se poursuivront. Le PAM fait partie de l'équipe humanitaire et de l'équipe de pays des Nations Unies, et a conclu des accords avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le PNUE et l'UNICEF. Le PAM a signé un mémorandum d'accord avec le FIDA en 2016 et fera de même avec la FAO plus tard en

⁶⁵ Actuellement dans les États du Bahr el-Ghazal septentrional et de l'Unité.

2017⁶⁶. Des partenariats avec d'autres organismes pourront être établis. Le PAM a harmonisé les effets directs stratégiques du présent PSPP en consultation avec l'équipe de pays des Nations Unies.

84. Le PAM a conclu des accords avec des organisations non gouvernementales et la Société du Croissant-Rouge soudanais: les réunions de consultation trimestrielles avec ces partenaires fournissent un retour d'informations et favorisent une planification concertée. La formation et le renforcement des capacités resteront des volets importants des partenariats de coopération du PAM afin de veiller au maintien des capacités techniques et des capacités d'exécution. Le PAM collaborera également avec des partenaires du secteur privé dans le cadre de ses activités axées sur les pertes après récolte et la nutrition.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

85. La stratégie du bureau de pays en matière de suivi et d'évaluation pour 2017–2021 porte sur le suivi des effets directs et des examens de l'efficacité à long terme du PAM. Des données de référence seront rassemblées trois mois avant ou après le début d'une activité, conformément aux directives normalisées. Le PAM suivra les résultats de manière systématique, en veillant à ce que le suivi et l'évaluation tiennent compte de la problématique hommes-femmes et en effectuant des analyses de la performance des projets.
86. Des examens thématiques permettront d'évaluer toutes les activités aux niveaux des produits et des effets directs; ils prendront notamment en compte l'égalité entre les sexes et la protection, et seront réalisés essentiellement dans le cadre du processus semestriel d'examen de la performance.
87. Le suivi des processus sera continu dans des endroits choisis à titre d'échantillons chaque mois. Étant donné que son personnel participera au suivi des effets directs, le PAM a externalisé 80 pour cent du suivi des processus à des tiers formés à ses activités et à ses méthodes de suivi. Afin d'augmenter la fréquence du suivi des processus, le PAM étudie les possibilités de procéder à un suivi à distance.
88. Quelques activités ou effets directs du portefeuille d'activités du PAM au Soudan seront évalués dans le cadre d'un processus d'évaluation décentralisé entre 2017 et 2018, conformément aux directives à l'échelle de l'organisation⁶⁷.

5.2 Gestion des risques

89. Les risques sont suivis et gérés régulièrement, et le PAM met également à jour son registre des risques et ses contrôles deux fois par an.

⁶⁶ Les organismes ayant leur siège à Rome collaborent en matière de conseils sur les politiques, de gestion des connaissances, de suivi, d'opérations, de plaidoyer et de communication.

⁶⁷ Le portefeuille d'activités du PAM ne sera pas évalué pendant le PSPP, car une évaluation des opérations est prévue en 2017.

TABLEAU 4: MATRICE DES RISQUES		
Type	Menace	Mesures d'atténuation
Risque contextuel	Menaces à la sûreté et à la sécurité du personnel Menace de confiscation des biens	Appliquer les Normes minimales de sécurité opérationnelle, recruter du personnel de sécurité dans les bureaux extérieurs et communiquer avec les services de sécurité soudanais
Risque programmatique	Difficulté à acheter des denrées et des articles non alimentaires liée à un cadre réglementaire national contraignant	Collaborer avec les autorités concernées en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies à propos des retards à la douane
Risque programmatique	Inflation et contraintes liées aux transactions en devises étrangères à l'étranger	Régler les contrats en dollars É.-U. lorsque cela est possible pour contrer l'inflation
Risque programmatique	Risques sociaux pour les bénéficiaires, y compris le risque que les activités du PAM exacerbent les tensions et les conflits	Le PAM procédera à une analyse participative de la situation des hommes et des femmes et des problèmes de protection, et appliquera le principe consistant à ne pas nuire, notamment en vue d'atténuer les risques pour tous les membres des populations touchées. Le PAM restera responsable à l'égard des populations touchées grâce à des consultations communautaires et à d'autres mécanismes de retour d'information.
Risque institutionnel	Insuffisance du personnel et des capacités	L'examen de la structure des effectifs fin 2017 permettra d'établir les profils de personnel requis pour chaque zone.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

90. Le budget requis pour mettre en œuvre le présent PSPP d'une durée de 18 mois est de 592,7 millions de dollars. Le volet principal – 74 pour cent – de l'assistance du PAM concernera les interventions en cas d'urgence au titre de l'ODD 2 et des effets directs stratégiques 1 et 2. Les effets directs stratégiques 3 et 4 représentent 17 pour cent du budget. La contribution du PAM à la réalisation de l'ODD 17 et des effets directs stratégiques 5 et 6 correspond à 9 pour cent du budget. Conformément à l'engagement du PAM, 15 pour cent des crédits alloués seront affectés à des activités qui encouragent l'égalité entre les sexes.

TABLEAU 5: VENTILATION INDICATIVE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES ANNUELLES REQUISES (en dollars)			
Effet direct stratégique	Première année	Deuxième année	Total
	2017	2018	
1	61 703 547	125 111 354	186 814 901
2	81 372 078	171 754 975	253 127 053
3	23 312 853	43 430 105	66 742 958
4	8 418 306	27 759 904	36 178 210
5	10 066 926	27 964 680	38 031 606
6	4 855 452	6 951 303	11 806 755
Total	189 729 162	402 972 321	592 701 483

6.2 Perspectives de financement

91. Au cours de ces deux dernières années, le bureau de pays a reçu des financements relativement importants d'un groupe restreint de gouvernements. Au 10 mars 2017, le bureau avait levé 502,3 millions de dollars pour l'IPSR 200808, soit 68,6 pour cent du total des besoins. Néanmoins, la conjoncture externe reste difficile et le PAM estime que l'objectif de collecte de fonds de 70 pour cent est raisonnable. Parmi les obstacles externes à la mobilisation des ressources, on peut citer les demandes de financement d'urgence concurrentes, la lassitude des donateurs et la base réduite de donateurs. Le bureau de pays entretient des relations positives avec les principaux donateurs et prévoit que tous les donateurs du PAM seront d'ardents défenseurs de ses programmes. Les donateurs ont été consultés tout au long de l'élaboration du présent PSPP, notamment en ce qui concerne la formulation des effets directs stratégiques; ils ont exprimé leur soutien à l'orientation stratégique choisie.
92. En cas de grave déficit de financement, le PAM accordera la priorité aux interventions destinées à sauver des vies au titre des effets directs stratégiques 1 et 2. La majorité des fonds pour l'opération du PAM au Soudan sont affectés, et la plupart des contributions sont attendues au niveau des activités; le PAM dialogue avec les donateurs en vue d'accroître la souplesse des financements. La cartographie de la vulnérabilité permettra au PAM de cibler les personnes les plus vulnérables dans le cadre des activités menées au titre des objectifs stratégiques 1 et 2 dans l'éventualité d'une rupture de la filière d'approvisionnement.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

93. La stratégie de mobilisation des ressources du PAM met en adéquation la collecte de fonds et les effets directs stratégiques du PSPP. Le PAM recherchera des contributions qui sont variées, souples et durables afin de garantir l'efficacité des activités, de continuer de rendre des comptes aux bénéficiaires et de préserver sa réputation. Le bureau de pays prévoit d'atteindre ses objectifs en matière de dotation en ressources en nouant des partenariats avec des donateurs qui poursuivent des objectifs communs. Le PAM présentera les activités prévues aux donateurs traditionnels et non traditionnels en vue de recueillir suffisamment de fonds pour l'obtention de tous les effets directs stratégiques. Les donateurs traditionnels continueront de fournir une grande part du financement de base, mais il est primordial de diversifier et d'élargir la base des donateurs si l'on veut accompagner la transition vers des activités de développement et garantir que la situation financière résiste aux chocs.

ANNEXE I

RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISoire ÉTABLI POUR LE SOUDAN (2017-2018)

Texte librement rédigé par le bureau de pays	Éléments du Plan stratégique	Catégories et indicateurs du Cadre de résultats institutionnels
--	------------------------------	---

Pays: Soudan

Date de démarrage du PSP: 01/07/2017 Date d'achèvement du PSP: 31/12/2018

CADRE LOGIQUE	
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>	
Objectif stratégique 1: <i>Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation</i>	
Résultat stratégique 1: <i>Chacun a accès à la nourriture</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: effet direct 1 de la Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle.	
Priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD): n'insérer que les effets directs du PNUAD.	
<p>Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une catastrophe dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises</p> <p><i>Prise en compte de la nutrition: non</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante 1.1: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante</i></p> <p>Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille</p> <p>Indice des stratégies de survie</p> <p>Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p> <p>Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)</p> <p>Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique</p> <p>Proportion de formateurs qui conservent des compétences clés en matière de nutrition</p>

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 1.1: Les populations ciblées, y compris les résidents touchés par les crises et les personnes nouvellement déplacées ou réfugiées reçoivent des produits alimentaires, une assistance en espèces ou des bons pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels</p>	<p>Catégorie de produit correspondante A1: Ressources non assorties de conditions transférées</p>
<p>Produit 1.2: Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles ciblées reçoivent une alimentation nutritive en quantité suffisante, et des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements s'adressent aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons pour combattre ou prévenir la malnutrition</p>	<p>Catégorie de produit correspondante A1. Ressources non assorties de conditions transférées B. Aliments nutritifs fournis E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p>Activité 1: Fournir une assistance alimentaire générale non assortie de conditions aux personnes touchées par un choc.</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture</p>
<p>Activité 2: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives à l'intention des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des filles.</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 6: Prévention de la malnutrition</p>
<p>Effet direct stratégique 2: Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un conflit de longue durée et/ou déplacées de longue date sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de renforcer leur autonomie tout au long de l'année <i>Prise en compte de la nutrition: non</i></p>	<p>Catégorie d'effet direct correspondante 1.1: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante</p> <p>Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation et/ou moyens d'existence)</p> <p>Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p> <p>Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)</p> <p>Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement</p> <p>Indice des stratégies de survie</p> <p>Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique</p> <p>Proportion de formateurs qui conservent des compétences clés en matière de nutrition</p>
<p>Produit 2.1: Les transferts de vivres, d'espèces ou de bons assortis ou non de conditions au profit des populations ciblées sont suffisants pour leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels</p>	<p>Catégorie de produit correspondante A. Ressources non assorties de conditions transférées</p>

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 2.2: Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles ciblées reçoivent une alimentation nutritive en quantité suffisante, et les campagnes connexes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements sont adaptées aux besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons pour combattre ou prévenir la malnutrition</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> A. Ressources non assorties de conditions transférées B. Aliments nutritifs fournis E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p>Produit 2.3: Les populations ciblées exposées à l'insécurité alimentaire créent ou remettent en état des actifs et reçoivent une aide pour renforcer leurs moyens d'existence pendant la période de soudure afin de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> A. Ressources non assorties de conditions transférées D. Actifs créés</p>
<p>Produit 2.4: Les groupes vulnérables, comme les femmes et les jeunes, de la population ciblée reçoivent du combustible pour la cuisson et bénéficient de moyens d'assurer leur subsistance afin de renforcer leur autonomie</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> A1. Ressources non assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Produit 2.5: Les enfants et leur famille bénéficient de repas scolaires et d'une formation interactive à la nutrition et, par conséquent, échappent à la malnutrition</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> A2. Ressources assorties de conditions transférées</p>
<p>Activité 3: Offrir des programmes intégrés d'assistance alimentaire assortis ou non de conditions aux ménages vulnérables.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture</i></p>
<p>Activité 4: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives à l'intention des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des filles.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 6: Prévention de la malnutrition</i></p>
<p>Activité 5: Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 4: Repas scolaires</i></p>
<p>Activité 6: Assurer aux personnes déplacées et aux réfugiés un accès sans risque au combustible et à l'énergie.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 3: Adaptation au changement climatique et gestion des risques</i></p>

CADRE LOGIQUE

Objectif stratégique 2 <i>Améliorer la nutrition</i>	
Résultat stratégique 2: <i>Personne ne souffre de malnutrition</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: Ministères de l'éducation et de la santé, effet direct 3 de la Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle	
Priorités du PNUAD: domaines prioritaires 3 et 4 du PNUAD	
<p>Effet direct stratégique 3: Dans les zones ciblées, la nutrition des résidents en situation d'insécurité alimentaire s'améliore durablement d'ici à 2021</p> <p><i>Prise en compte de la nutrition: non</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante 2.1: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées</i></p> <p>Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p> <p>Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)</p> <p>Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement</p> <p>Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique</p> <p>Proportion de formateurs qui conservent des compétences clés en matière de nutrition</p> <p>Pourcentage de jalons fixés par le Conseil supérieur de la sécurité alimentaire et de la nutrition atteints avec l'appui du PAM</p>
<p>Produit 3.1: <i>Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles ciblées reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, et une campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée spécifiquement auprès des femmes, des hommes, des filles et des garçons pour traiter et prévenir l'émaciation et le retard de croissance</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i></p> <p>A. Ressources non assorties de conditions transférées</p> <p>B. Aliments nutritifs fournis</p> <p>E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p>Produit 3.2: <i>Les personnes en situation d'insécurité alimentaire profitent de l'amélioration de la coordination et de la gestion par les autorités nationales des programmes et des politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition mis en œuvre dans l'optique de subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels actuels et futurs</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i></p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Produit 3.3: <i>Les élèves, les enseignants et les parents ciblés participent aux séances pédagogiques interactives sur la nutrition qui accompagnent les repas scolaires afin d'enrichir leurs connaissances en la matière et de prévenir ainsi la malnutrition</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i></p> <p>A. Ressources non assorties de conditions transférées</p> <p>E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>

CADRE LOGIQUE	
Activité 7: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des communautés résidentes.	Catégorie d'activité correspondante 6: Prévention de la malnutrition
Activité 8: Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles.	Catégorie d'activité correspondante 4: Repas scolaires
Activité 9: Renforcer les capacités des institutions nationales et du réseau SUN.	Catégorie d'activité correspondante 8: Renforcement des capacités institutionnelles
Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire	
Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables (Cible 4 de l'ODD 2)	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: Ministères de la protection et de la sécurité sociales et de l'agriculture, Banque centrale du Soudan, effet direct 3 de la Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle	
Priorités du PNUAD: domaines prioritaires 1, 2 et 3 du PNUAD	
Effet direct stratégique 4: Les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les régions ciblées et les systèmes alimentaires ont une résilience accrue face aux chocs d'ici à 2021 <i>Prise en compte de la nutrition: oui</i>	Catégorie d'effet direct correspondante 4.1. Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille Indice des stratégies de survie (alimentation et/ou moyens d'existence) Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée
Produit 4.1: Les ménages en situation d'insécurité alimentaire bénéficiaires des filets de sécurité fondés sur des activités productives reçoivent une aide assortie de conditions sous forme de vivres, d'espèces ou de bons pour créer, remettre en état ou entretenir des actifs afin de faire face aux pénuries alimentaires de courte durée	Catégorie de produit correspondante A: Ressources transférées
Produit 4.2: Les ménages et les communautés ont accès aux actifs afin d'atténuer les risques de catastrophe d'origine climatique et les effets des chocs ou autres perturbations – les hommes et les femmes en bénéficient de façon égale	Catégorie de produit correspondante A. Ressources non assorties de conditions transférées D. Actifs créés
Produit 4.3: Les petits exploitants vulnérables bénéficient d'outils et de services tels que les microfinancements, les technologies de gestion après récolte, l'assistance technique et les services climatologiques pour accroître leur productivité et leur résilience	Catégorie de produit correspondante A. Ressources non assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 4.4 Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire profitent de l'amélioration de la capacité des autorités nationales à coordonner, gérer et mettre en œuvre des politiques et des programmes propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes s'agissant des filets de sécurité reposant sur des activités productives, de l'appui aux moyens d'existence et de l'alerte rapide afin de garantir un accès durable à l'alimentation</p>	<p>Catégorie de produit correspondante A: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Activité 10: Mener des activités de création d'actifs en mettant en place des filets de sécurité pour aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire à réduire les risques et à s'adapter aux changements climatiques.</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante Création d'actifs et appui aux moyens d'existence</p>
<p>Activité 11: Soutenir les moyens d'existence des agriculteurs.</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 7 Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants</p>
<p>Activité 12: Renforcer les capacités des institutions nationales et locales.</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p>Résultats transversaux</p> <p>C1: Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences</p> <p>C2: Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité</p> <p>C3: L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM</p> <p>C4: Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement</p>	
<p>Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD</p>	
<p>Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (Cible 16 de l'ODD 17)</p>	
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs: cible 16 de l'ODD 17</p>	
<p>Priorités du PNUAD</p>	
<p>Effet direct stratégique 5: La communauté d'aide humanitaire au Soudan a accès aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies jusqu'à ce que des solutions de remplacement satisfaisantes soient offertes</p> <p><i>Prise en compte de la nutrition: non</i></p>	<p>Amélioration des plateformes de coordination communes</p> <p>Taux de satisfaction des usagers</p>
<p>Produit 5.1 La sécurité du transport des agents et des fournitures humanitaires profite aux personnes ayant besoin d'une aide humanitaire</p>	<p>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</p>
<p>Produit 5.2 La continuité des interventions humanitaires assurée par les services de transport d'urgence profite aux personnes ayant besoin des interventions humanitaires</p>	<p>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</p>

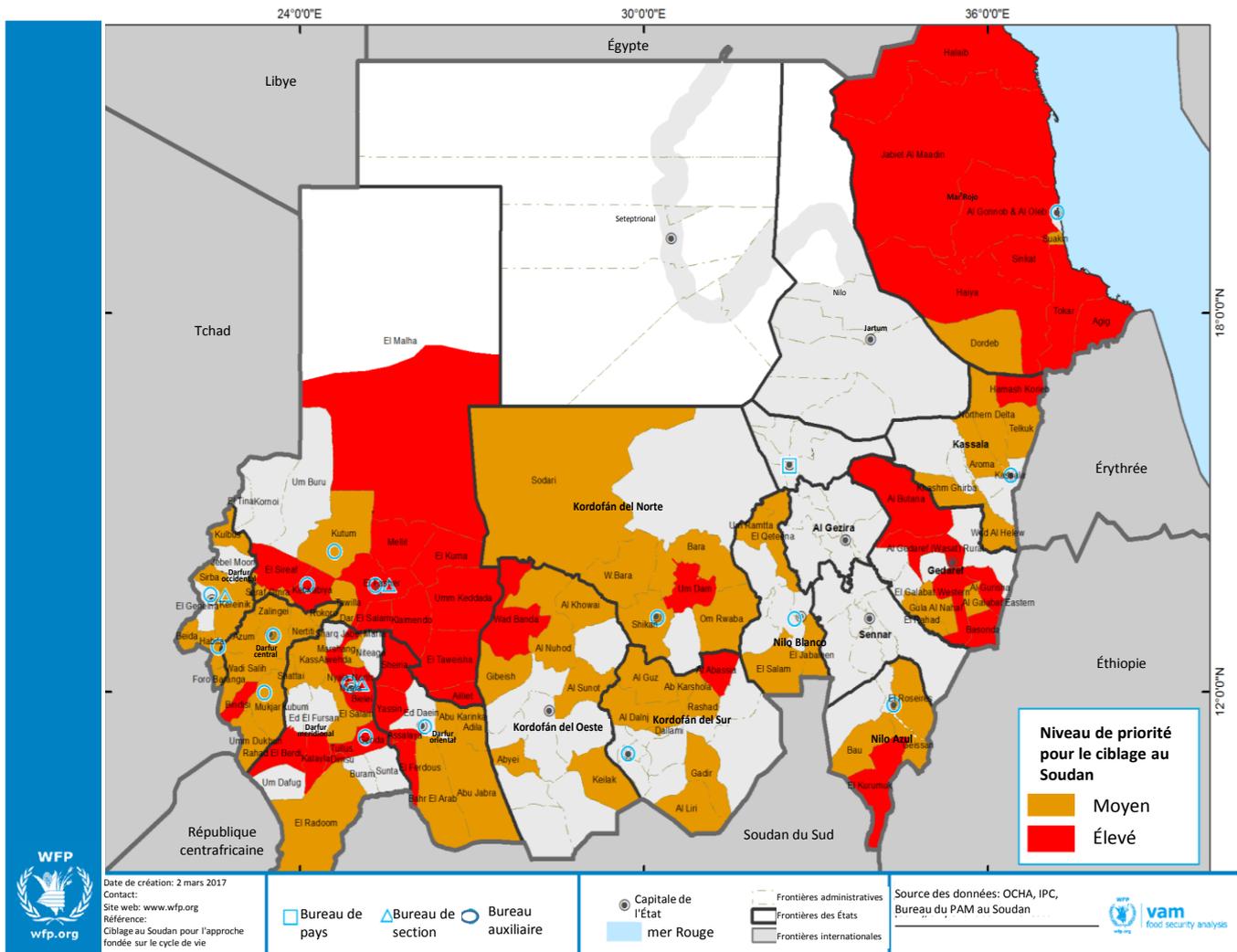
CADRE LOGIQUE	
Activité 13: Fournir des services aériens pour le transport du personnel et des charges légères.	Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes
Effet direct stratégique 6: La communauté d'aide humanitaire au Soudan bénéficie tout au long de l'année des compétences techniques, des services et de l'infrastructure liés aux chaînes d'approvisionnement et aux technologies de l'information	Amélioration des plateformes de coordination communes Taux de satisfaction des usagers
Produit 6.1: Les personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire bénéficient de l'appui à la chaîne d'approvisionnement et de l'aide apportée aux acteurs humanitaires pour rendre les interventions humanitaires possibles	Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition
Produit 6.2: Les personnes au Soudan du Sud, en particulier celles nécessitant une assistance humanitaire, bénéficieront d'une route jusqu'au Soudan qui permettra l'accès à des marchandises pour subvenir aux besoins essentiels	Catégorie de produit correspondante L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés
Produit 6.3: Les personnes nécessitant une assistance humanitaire bénéficient de l'amélioration des télécommunications, du partage de l'information et de la gestion des connaissances permettant aux acteurs humanitaires de maximiser l'efficacité des interventions	Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition
Produit 6.4: Les populations en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de l'amélioration des capacités et des installations d'entreposage des produits alimentaires du Gouvernement et de l'amélioration de la gestion des entrepôts destinées à couvrir les besoins alimentaires essentiels	Catégorie de produit correspondante L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés
Activité 14: Fournir à la communauté d'aide humanitaire des services liés à la chaîne d'approvisionnement.	Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes
Activité 15: Fournir des services liés aux technologies de l'information et des communications à la communauté d'aide humanitaire.	Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)							
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4, cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	
Transferts	136 091 440	182 026 034	52 076 453	24 955 995	31 388 808	10 041 976	436 580 706
Mise en œuvre	25 683 406	37 176 045	5 718 599	6 378 295	1 548 902	180 809	76 686 056
Coûts d'appui directs ajustés	12 818 520	17 365 260	4 581 544	2 477 122	2 605 847	811 565	40 659 858
Total partiel	174 593 365	236 567 339	62 376 596	33 811 412	35 543 557	11 034 350	553 926 620
Coûts d'appui indirects (7 pour cent)	12 221 536	16 559 714	4 366 362	2 366 799	2 488 049	772 405	38 774 863
Total	186 814 901	253 127 053	66 742 958	36 178 210	38 031 606	11 806 755	592 701 483

ANNEXE III

ZONES CIBLÉES PRIORITAIRES AU SOUDAN



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
SABER	approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation
SUN	Renforcer la nutrition
TIC	technologies de l'information et des communications
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance